

Chapitre II

COMMENT LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE PEUT-ELLE SOUTENIR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU BÉNIN?

Mémorandum économique du Bénin 2.0



©2022 La Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington DC 20433
Téléphone : 202-473-1000 ; Site internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

Ce travail est un produit du personnel de la Banque mondiale. Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce travail ne reflètent pas nécessairement les opinions des administrateurs de la Banque mondiale ou des gouvernements qu'ils représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans cet ouvrage. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes de cet ouvrage n'impliquent aucun jugement de la part de la Banque mondiale concernant le statut juridique d'un territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Droits et autorisations

Le matériel contenu dans cet ouvrage est soumis au droit d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, cet ouvrage peut être reproduit, en totalité ou en partie, à des fins non commerciales, à condition d'en mentionner la source. Les photos doivent être attribuées à Stéphane Brabant, sauf indication contraire.

Attribution – Veuillez citer l'œuvre comme suit : "Banque mondiale 2021. Mémoire économique du Bénin © Banque mondiale." Toutes les questions relatives aux droits et licences, y compris les droits subsidiaires, doivent être adressées à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; fax : 202-522-2625 ; e-mail : pubrights@worldbank.org.



REMERCIEMENTS

Le mémorandum économique a été préparé par une équipe dirigée par Nathalie Picarelli et Xun Yan. L'équipe comprenait Alexandre Henry, Solene Rougeaux, Saint-Martin Mongan-Agbeshie, Felicien Townan Accrombessy, Hasan Dudu, Jakob Engel, Besart Avdiu, Mathilde Lebrand, Daniel Alberto Benitez, Megersa Abera Abate, Marjan Petreski, Esther Maria Bartl, Houdou Romaric Samson, Lulit Mitik Beyene, Alejandro Sicra, Zhen Liu, Amevi Rocard Kouwoaye, Adam Levai et Noukpo Homegnon.

Ce rapport a été préparé sous la direction générale d'Abebe Adugna, Coralie Gevers, Atou Seck et Theo David Thomas. Des conseils, commentaires et données utiles ont été reçus d'Andrea Coppola, Michel Welmond, Susana M. Sanchez, Ernest John Sergenti, Fiseha Haile, Leif Jensen, Olivier Hartmann, Jean Michel N. Marchat, Anouk Pechevy, Jim Cust, Alexis Rivera Ballesteros, Gabriel Stefanini Vicente, et Sidikou Salihou Mamadou. Et de la part des examinateurs Sona Varma, Ashley Taylor, Amina Coulibaly, Wendy Cunningham, Sara Troiano, Paul Brenton et Anne-Cecile Souhaid.

Micky O. Ananth, Maude Jean-Baptiste et Benita Mahinou ont fourni une excellente assistance administrative et opérationnelle. Kartographia a fourni une aide à la visualisation des données mobiles. 24Slides a conçu le rapport. Yao Gnona Afangbedji et Daniel Dos Santos ont aimablement fourni des photos et un soutien en matière de communication. Fiona Hinchcliffe a fourni un excellent soutien éditorial.

L'équipe remercie la collaboration des autorités béninoises, notamment la Direction Générale des Affaires Économiques (DGAE), le Ministère de l'Économie et des Finances, et l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique (INSAE). Le rapport reflète les discussions tenu lors d'un atelier avec différentes parties prenantes au Bénin en décembre 2020. Ce rapport n'aurait pas pu être finalisé sans l'aide financière généreuse du Fonds fiduciaire de la Facilité de soutien au climat de la CDN, « Umbrella Facility for Trade » et du Fonds fiduciaire de la Facilité de soutien au climat de la CDN, « NDC Climate Support Facility TF ». L'équipe est reconnaissante au Development Data Partnership pour son programme de données avec X-Mode, grâce auquel les données ont été mises à disposition.



TABLE DES MATIÈRES

Page / 003	Remerciements
Page / 005	<u>Acronymes et abréviations</u>
Page / 006	<u>Introduction</u>
Page / 010	<u>Section 2.1 : Réduire les écarts entre les sexes</u>
Page / 020	<u>Section 2.2 : Permettre l'accumulation de capital humain</u>
Page / 027	<u>Section 2.3 : Améliorer la qualité du marché du travail</u>
Page / 042	<u>Section 2.4 : Options de politique</u>
Page / 046	<u>Références</u>
Page / 049	<u>Termes et définitions</u>
Page / 051	<u>Annexes</u>

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ALMP	Politique active du marché du travail
ANPE	Agence Nationale Pour l'Emploi
ASS	Afrique sub-saharienne
BM	Banque mondiale
CEM	Mémorandum économique par pays
CFAF	Franc CFA
CGE	Équilibre général calculable (<i>Computable General Equilibrium</i>)
COVID-19	Maladie du coronavirus
CPIA	Évaluation de la politique et des institutions en Afrique (<i>Country Policy and Institutional Assessment</i>)
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
FNPEJ	Fonds National pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes

FNRB	Fond National des Retraites
FNM	Fond National de Microfinance
FODEFCA	Fonds de Développement de la Formation Professionnelle Continue et de l'Apprentissage
ICH	Indice du capital humain
ISF	Indice synthétique de fécondité
LIC	Pays à Faible Revenu (<i>Low Income Countries</i>)
LMIC	Pays à Revenu Intermédiaire Inférieur (<i>Lower-Middle Income Countries</i>)
MTD	Modèle de transition démographique
PP	Points de pourcentage
PIB	Produit intérieur brut
SMIG	Salaire minimum interprofessionnel garanti
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine



Introduction

Comment la transition démographique peut-elle soutenir la croissance économique au Bénin?

Le Bénin peut tirer profit de sa transition démographique. Actuellement, avec 4,8 enfants par femme, le taux de fécondité du Bénin est nettement supérieur à celui de [ses pairs structurels](#) (4,3) et d'autres pays d'Afrique subsaharienne (ASS) qui sont déjà plus avancés dans leur transition démographique (par exemple, de nombreux pays d'Afrique australe). Avec une population en croissance rapide, qui est passée de 2,4 millions d'habitants en 1960 à près de 12 millions en 2020, le Bénin est considéré comme un [pays pré-dividende](#). Avec les bonnes politiques en place, il peut tirer parti de sa population jeune et croissante pour augmenter la productivité et la croissance par habitant. La vitesse à laquelle sa transition démographique se déroule et les politiques de développement économique et humain qui l'accompagnent peuvent alimenter la prochaine vague de croissance économique, si une jeunesse en meilleure santé et mieux formée entre sur des marchés du travail en expansion.

C'est ce qu'on appelle le dividende démographique : la croissance économique accélérée qui peut résulter de l'augmentation de la part de la population en âge de travailler dans la population totale d'un pays. Cette [explosion de la jeunesse](#) peut entraîner des dividendes économiques découlant de changements dans l'offre de main-d'œuvre, l'épargne et le capital humain. Une grande population en âge de travailler signifie que davantage de personnes ont le potentiel d'être productives et de contribuer à la croissance économique ([Banque mondiale 2016](#)). La réduction de la taille des familles signifie que les familles et les gouvernements ont plus de ressources à investir dans la santé et l'éducation par enfant. Avec plus de ressources et des attentes réduites en matière de procréation, les filles pourront recevoir une formation de meilleure qualité, plus longue et être préparées à intégrer une main-d'œuvre qualifiée.

De nombreux pays ont bénéficié des avantages économiques considérables des dividendes démographiques au cours des dernières décennies. Les pays d'Europe et d'Asie ont pu récolter les avantages économiques de leurs transitions démographiques au cours du siècle dernier ([Bloom et al 2010](#)). Les estimations entre pays suggèrent qu'une augmentation d'un point de pourcentage (pp) de la part de la population en âge de travailler peut stimuler la croissance économique de 1,1 à 2,0 pp ([Beegle et Christiaensen, eds. 2019](#)). La causalité qui sous-tend cette association est complexe et se produit par de multiples voies, notamment une augmentation de l'offre de travailleurs par rapport à la population totale, une hausse de la capacité d'épargne, qui conduit à un ratio capital par travailleur plus élevé, et davantage d'investissements dans le capital humain.

La mesure dans laquelle un pays peut récolter un dividende démographique varie et dépend des politiques ([voir encadré 2.1](#)). Par exemple, la croissance de la productivité induite par l'augmentation de la part de la population en âge de travailler dépendra de la capacité d'absorption du marché du travail. La qualité des emplois - c'est-à-dire les niveaux d'informalité, la stabilité des pratiques d'emploi contractuel, les niveaux de salaire et l'adéquation entre l'éducation et le travail - compte également pour la réalisation des dividendes démographiques ([Marone 2016](#)). L'Afrique du Sud, par exemple, a été le premier pays d'ASS à entamer sa transition démographique. Au cours des trois dernières décennies, l'âge médian a sensiblement augmenté, passant de 18 à 25 ans, mais les inégalités socio-économiques sur le marché du travail ont limité les gains de la transition démographique ([Bruni, Rigolini et Troiano 2015](#)). D'autre part, les pays d'Asie de l'Est tels que la Chine, la Corée du Sud, le Japon et Singapour ont pu bénéficier de la baisse des taux de fécondité entre 1965 et 1990, car l'augmentation de l'âge de la vie active s'est accompagnée de politiques capables d'accroître les capacités productives par habitant. En conséquence, ils ont connu les taux de croissance les plus élevés du revenu réel par habitant ([Bloom et Williamson 1998](#)).

Le Bénin ne pourra récolter le dividende démographique que si des politiques adéquates accompagnent le processus de transition démographique. Des améliorations en matière d'égalité des sexes, des investissements de qualité dans le capital humain et une réforme du marché du travail joueront un rôle important pour que l'évolution démographique du Bénin contribue à la croissance économique.

Ce chapitre est organisé comme suit : La section 2.1 explore l'importance de la réduction des écarts entre les sexes ; la section 2.2 examine les limites à l'accumulation du capital humain ; la section 2.3 présente les faiblesses des marchés du travail tandis que la section 2.4 expose les options politiques.

Encadré 2.1 Quand est-ce que le dividende démographique se produit ?

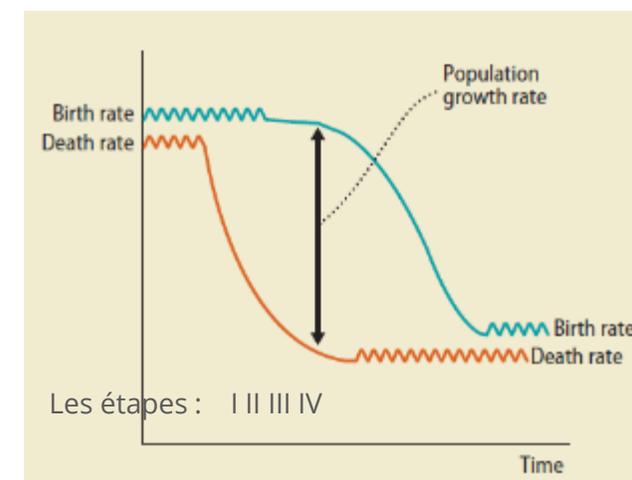
Le modèle de transition démographique (MTD) décrit le passage des populations d'un taux de fécondité et de mortalité élevé à un taux faible. Le modèle comprend au moins quatre phases distinctes, les pays passant effectivement d'une fécondité élevée et d'une faible espérance de vie à une fécondité faible et une espérance de vie élevée au fur et à mesure qu'ils avancent dans la transition démographique. Dans le même temps, ils passent d'une forte proportion d'enfants et de peu de personnes âgées à une faible proportion d'enfants et de nombreuses personnes âgées.

Dans la première phase, les taux de fécondité et de mortalité sont tous deux élevés. Si les taux de mortalité baissent mais que les taux de fécondité restent élevés, comme dans la deuxième phase, la croissance démographique s'accélère, avec un nombre croissant de jeunes et une augmentation de la dépendance des jeunes (sociétés pré-dividende). La troisième phase, au cours de laquelle le dividende démographique peut avoir lieu, est catalysée par une baisse de l'[indice synthétique de fécondité \(ISF\)](#), qui entraîne une diminution du taux de dépendance. Pour déclencher cette phase, les résultats du développement humain - notamment en matière de santé et d'éducation - doivent s'améliorer et les écarts entre les sexes doivent être comblés. Pendant cette phase, la population active croît temporairement plus rapidement que la population dépendante.

La création d'emplois productifs pour la part croissante de la population en âge de travailler est nécessaire à ce stade, ainsi que de nouveaux investissements dans le capital humain et une plus grande intégration des jeunes et des femmes sur les marchés du travail. Dans le même temps, à mesure que la part de la population en âge de travailler augmente, des ressources peuvent être libérées pour des investissements dans le capital humain, comme la santé et l'éducation. Par conséquent, le revenu par habitant augmente plus rapidement, toutes choses étant égales par ailleurs.

La quatrième phase comprend un éventuel deuxième dividende démographique qui peut résulter de l'épargne et des investissements lorsque la cohorte de l'explosion démographique arrive à maturité et épargne pour la retraite. Comme dans les autres phases de la transition, cela n'est possible qu'avec des politiques adéquates. Cette fois, les politiques doivent promouvoir l'épargne et l'approfondissement du secteur financier afin de les traduire en investissements productifs. L'épargne doit être suffisante pour financer les besoins de la cohorte en matière de retraite et de soins de santé.

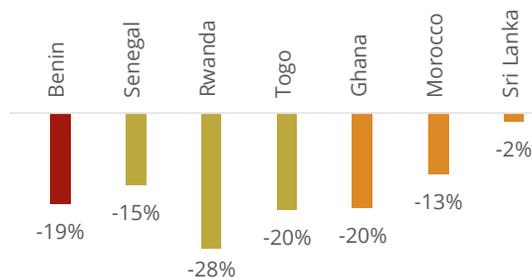
B1 Les étapes de la transition démographique



Source : Banque mondiale 2016 et adaptation de l'auteur

01 L'ISF a diminué au cours des deux dernières décennies...

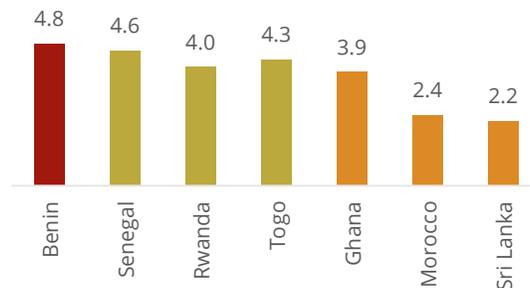
Croissance de l'indice synthétique de fécondité (2000-2018)



Source : WDI et calcul des auteurs

02 ...mais reste beaucoup plus élevé que ses pairs

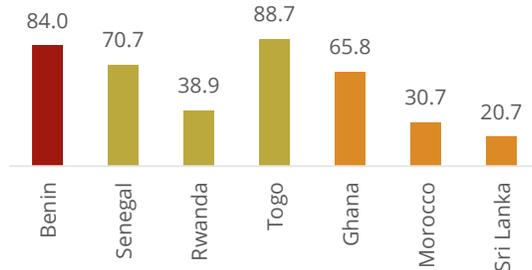
Taux de fécondité totale en 2018



Source : WDI et calcul des auteurs

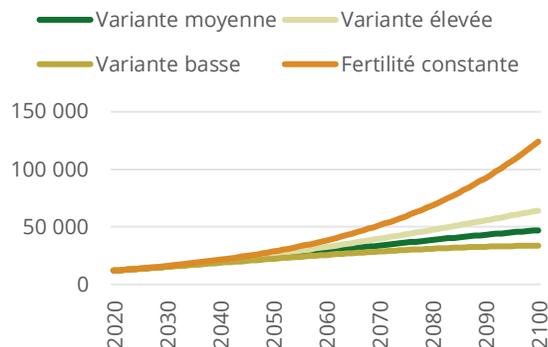
03 Les taux de fécondité des adolescents contribuent encore largement à l'ISF élevé du Bénin

Taux de fécondité des adolescents en 2019



Source : WITS et calculs des auteurs

04 La population augmentera rapidement si l'ISF ne diminue pas



Source : Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, Division de la population des Nations unies.

Le Bénin doit encore réussir sa transition démographique

En 2018, l'indice synthétique de fécondité (ISF) était de 4,8 au Bénin, soit plus du double du taux de remplacement (2,1). Il était également beaucoup plus élevé que celui des pairs structurels, et nettement supérieur à celui de pairs aspirationnels comme le Maroc et le Sri Lanka qui sont plus avancés dans leurs transitions démographiques. En 2019, le taux de fécondité des adolescentes n'était plus élevé qu'au Togo (89 naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans). Si l'ISF a diminué au cours des deux dernières décennies, la baisse a été plus lente que chez tous les pairs structurels, à l'exception du Sénégal.

Si les taux de fécondité sont encore élevés, la transition démographique du Bénin a déjà commencé en raison de la baisse des taux de mortalité. Le taux de mortalité du Bénin a rapidement diminué au cours des 60 dernières années, passant de 28,8 décès pour 1 000 en 1960 à 8,9 pour 1 000 en 2018.

La population du Bénin augmentera rapidement si la fécondité ne diminue pas. À fécondité constante, les projections démographiques montrent que la population du Bénin passera d'environ 12 millions d'habitants en 2020 à 124 millions en 2100. Une baisse du taux de fécondité peut entraîner un ralentissement substantiel de la croissance démographique du Bénin (*voir hypothèses*). Un scénario impliquant une baisse de la fécondité à 2,3 enfants par femme en 2100 conduirait à une population de 47,2 millions d'habitants. En comparaison, si la fécondité du Bénin baissait à 2,8 enfants par femme en 2100, la population atteindrait 64,2 millions d'habitants. Une réduction de la fécondité à 1,8 enfant par femme conduirait à une population de 33,8 millions d'habitants. En l'absence d'une baisse des taux de fécondité (*annexe 2*), le poids plus élevé de la population active pèsera davantage sur l'offre de services de santé et d'éducation.

Voir plus : Comment le Bénin se compare-t-il aux pays subsahariens à dividendes précoces ? (Annexe 3).

ASSURER UNE EGALITE DES CHANCES ENTRE LES SEXES EST CRUCIAL POUR SOUTENIR LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE

Les écarts entre les sexes en matière d'opportunités sociales et économiques restent importants et se sont peu améliorés au cours des deux dernières décennies. Comblers les écarts entre les sexes devrait avoir un impact majeur sur la réduction des taux de fécondité et soutenir la transition démographique.

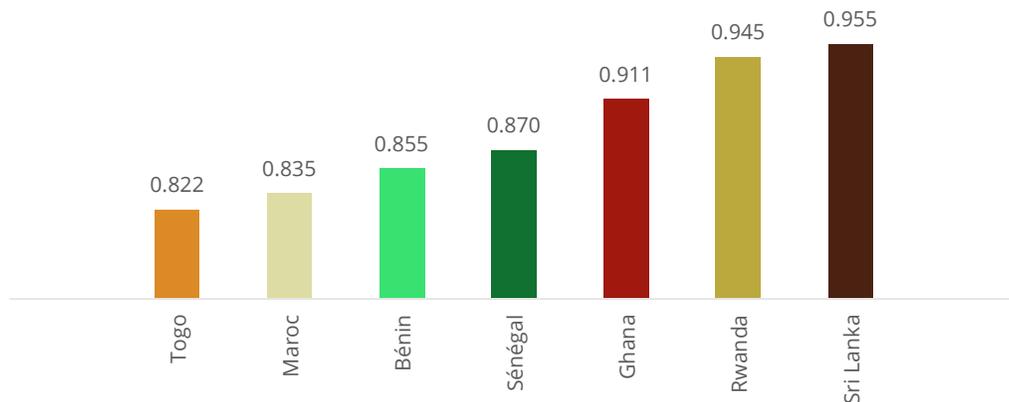
Cette section s'appuie sur l'évaluation du genre au Bénin (Banque mondiale 2021). Les écarts entre les sexes en matière d'opportunités économiques sont abordés dans la section 2.3.

2.1

2.1.1 Les écarts importants entre les sexes en matière de développement humain pourraient ralentir la transition démographique.

Le Bénin se classe 158e sur 189 pays dans l'indice de développement de genre (IDG), ce qui le place en dessous de la plupart des pairs structurels et aspirationnels, à l'exception du Togo et du Maroc.

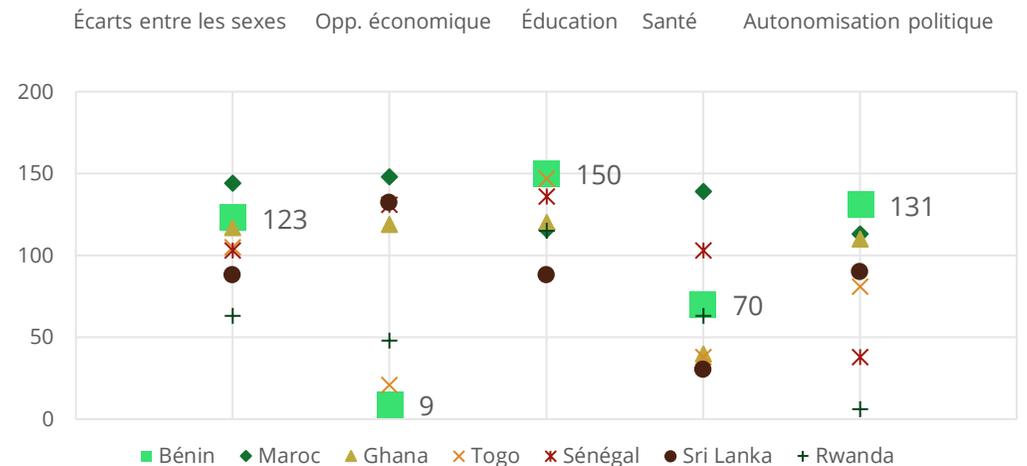
05 Indice de développement du genre (2019)



Source : PNUD 2020, Notes : L'ISDH mesure les écarts entre les sexes dans les réalisations en matière de développement humain en tenant compte des disparités entre les femmes et les hommes dans trois dimensions fondamentales du développement humain - la santé, les connaissances et le niveau de vie. L'indice mesure les performances en matière de développement de l'égalité des sexes avec une valeur métrique comprise entre 0,488 (pire) et 1,036 (meilleur) en 2019.

En 2021, le Bénin s'est classé 123e sur 156 pays dans le rapport sur les écarts entre les sexes. Il se classe en queue de peloton pour le niveau d'éducation et l'émancipation politique et se situe en dessous de la médiane de ses pairs pour la santé.

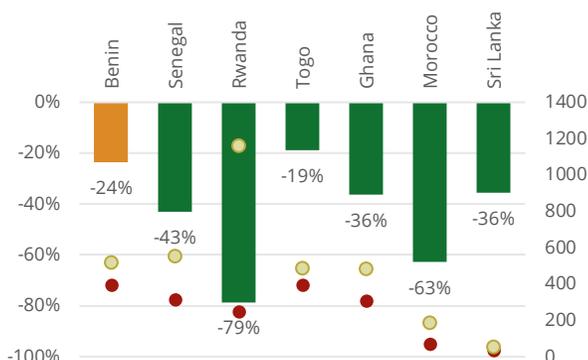
06 Écarts entre les sexes (2021)



Source : WEF 2021 ; Note : Les progrès vers la parité hommes-femmes (première colonne du graphique) sont évalués dans quatre dimensions : opportunités économiques, éducation, santé et leadership politique. Plus le rang est élevé, plus les inégalités entre les sexes sont importantes. Les opportunités économiques sont réduites en raison des estimations élevées de participation des femmes et des hommes dans la région, qui ne tiennent pas compte de la qualité du marché du travail (voir section 2.3).

Santé maternelle et infantile

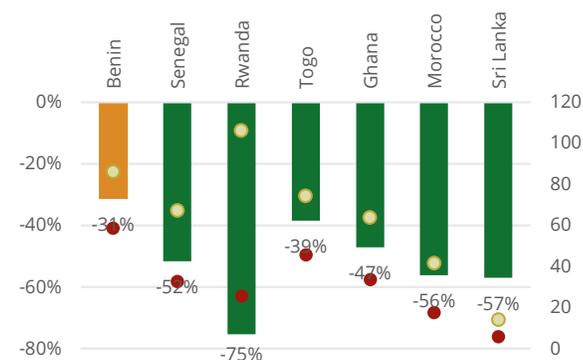
07 La mortalité maternelle au Bénin est la plus élevée parmi ses pairs (2000-2017)



Source : Développement mondial 2020.

Note : Mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes, estimation modélisée) sur la période 2000-2017. Niveaux en axe droit, (2000-2017); et niveaux de 2017 en rouge.

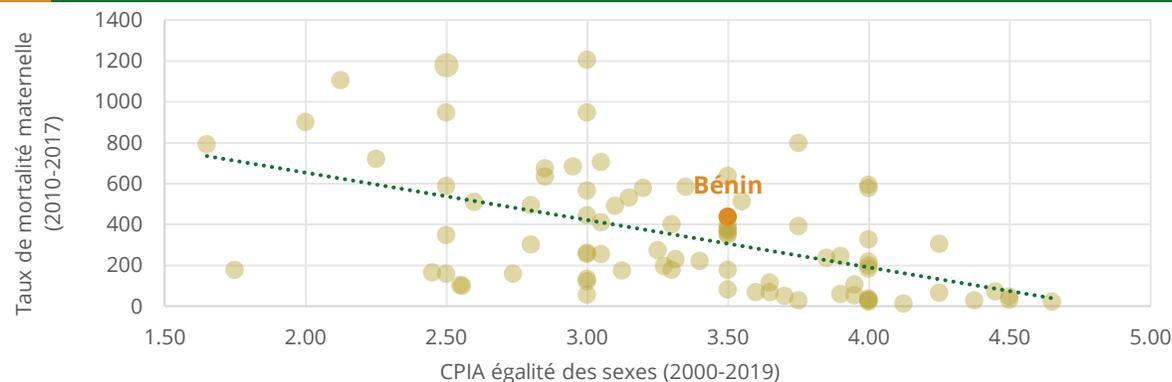
08 La mortalité infantile demeure également une problématique importante (2000-2019)



Source : Indicateurs de développement mondial 2020.

Note : taux d'enfants de moins de 5 ans (pour 100 000 naissances vivantes) sur la période 2000-2019.

09 Il existe une corrélation négative entre l'égalité des sexes et la mortalité maternelle dans les pays IDA et les pays mixtes IDA



Source : WDI, CPIA et calcul des auteurs. Le CPIA sur l'égalité des sexes est un indicateur allant de 1 (pire performance) à 5 (meilleure performance).

La santé des nourrissons et des mères peut encore être améliorée par rapport à celle des pairs

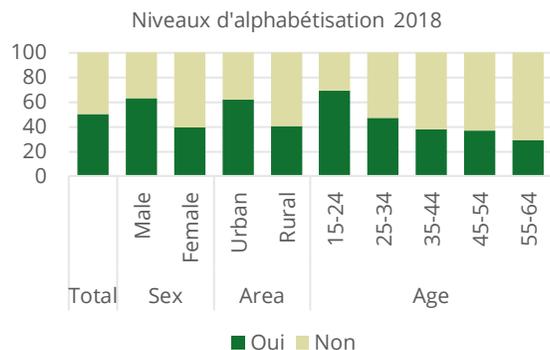
Les taux de natalité et de mortalité déterminent la croissance naturelle d'une population. À ce titre, la mortalité et la fécondité ont des effets directs sur la structure par âge, définissant la part des individus en âge de travailler, des enfants et des personnes âgées dans la population totale, ce qui affecte la capacité d'un pays à produire, investir et épargner (Ahmed et al 2016). Herzer et al (2012) et Angeles (2010) suggèrent que les réductions des taux de fécondité sont principalement motivées par une baisse des taux de mortalité, car une mortalité plus faible (en particulier la mortalité infantile) réduit le désir d'avoir plus d'enfants, ce qui diminue le taux de fécondité potentiel.

Au Bénin, la mortalité maternelle et infantile a diminué, même si plus lentement que pour les pairs structurels et aspirants. Partant presque du même niveau, la mortalité maternelle a diminué lentement au cours des deux dernières décennies. Depuis 2010, le Sénégal et le Rwanda ont vu leur taux diminuer d'un tiers, alors qu'il n'a baissé que de 14 % au Bénin. De même, la mortalité infantile a diminué de 31 %, soit un taux nettement inférieur à celui des pairs, bien que partant d'un niveau plus élevé (figure 4b).

Les niveaux élevés de mortalité infantile, juvénile et maternelle reflètent les inégalités entre les sexes. Le faible niveau d'éducation des femmes limite en partie leur capacité à prendre des décisions éclairées en matière de soins de santé, le contrôle des ressources financières et la mobilité pour accéder aux services de soins de santé - autant de facteurs qui peuvent empêcher les femmes de recevoir la qualité des soins essentiels pour garantir des grossesses et des accouchements sains (UNICEF). Trop de femmes en ASS meurent de conditions (souvent évitables) pendant la grossesse et l'accouchement (Beegle et Christiaensen, eds. 2019). La réduction des inégalités entre les sexes dans l'accès au capital humain améliorera ainsi la santé infantile et maternelle.

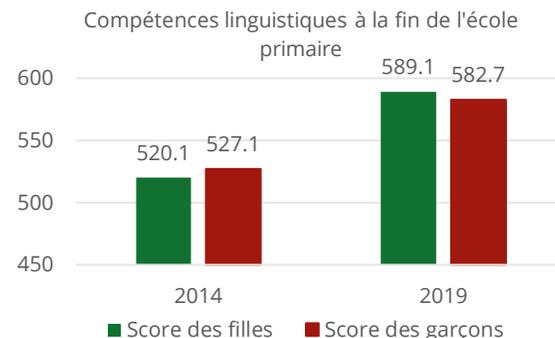
Accès à l'éducation en fonction du genre au Bénin

10 Les femmes sont plus susceptibles d'être analphabètes que les hommes.



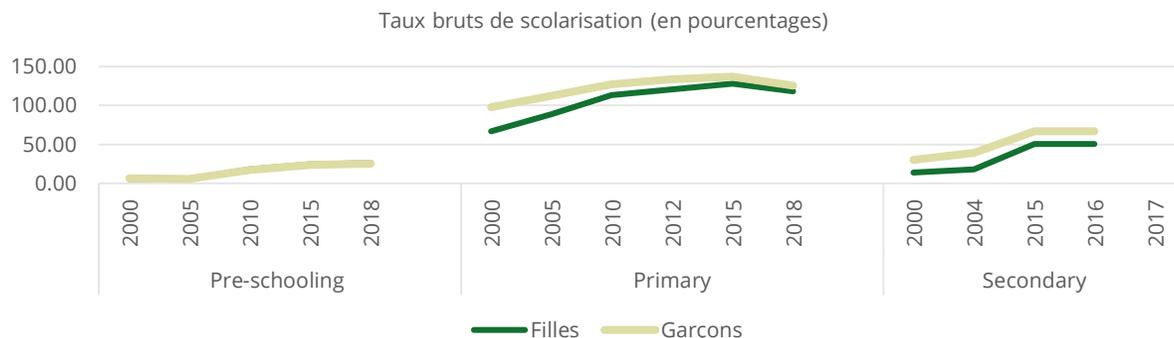
Source : EHCVM2018 et calcul des auteurs.
Note : l'alphabétisation est mesurée comme la part de la population alphabétisée dans le groupe de population respectif.

11 Alors que les écarts entre les sexes à l'école primaire se sont réduits...



Source : PASEC 2016 et 2020. Note : différences moyennes des scores des garçons et des filles pour 2014 et 2019 au début et à la fin de l'école primaire. L'unité est le niveau de score de 1 à 600.

12 ...des écarts importants demeurent encore dans l'enseignement secondaire



Source : WDI et calculs des auteurs. Notes : Un pourcentage supérieur à 100 signifie que le système a également inscrit la population majeure et mineure dans les établissements d'enseignement primaire en raison d'une scolarisation précoce ou tardive, ce qui inclut également les redoublants.

Les écarts entre les sexes dans l'éducation diminuent mais restent importants

L'éducation des femmes est le facteur unique le plus important pour réduire l'ISF. Les recherches montrent une relation de causalité assez robuste entre l'éducation des femmes et la baisse de la fécondité. Les femmes plus instruites retardent leur premier mariage et ont de plus grandes possibilités de revenus (DeCicca et Kashinsky 2016), ce qui augmente le coût d'opportunité de la non-participation au marché du travail, ce qui entraîne un report ou une diminution des naissances (Bloom et al. 2009). Dans le même temps, une meilleure éducation réduit les décès maternels et infantiles. Au Bénin, seules 71 % des femmes sans éducation sont aidées à accoucher par un personnel qualifié, contre 84 % pour celles qui ont une éducation primaire.

Il existe de forts écarts entre les sexes en matière d'éducation. La moitié de la population du Bénin était alphabétisée en 2018 : 70 % des hommes contre seulement 40 % des femmes adultes. Si l'alphabétisation des femmes s'est considérablement améliorée depuis 2012 - où elle était de 22,1 % - elle reste inférieure à celle de tous les pairs structurels. La même année, le taux d'alphabétisation des femmes adultes a atteint 70 % au Rwanda et plus de 50 % au Togo.

L'écart entre les sexes en matière d'éducation se réduit pour les jeunes générations. En 2018, il n'y avait qu'un écart de 13,5 pp dans les taux d'alphabétisation entre les jeunes de 15 à 24 ans, contre un écart de 28 pp pour ceux de 25 à 34 ans. La réduction des écarts s'explique par un accès accru à l'enseignement primaire. Les résultats en langue des filles aux tests nationaux standardisés se sont améliorés de 70 points entre 2014 et 2019, contre une amélioration de 55 points pour les garçons sur la même période. Les écarts restent importants dans le secondaire en raison des abandons précoces. Le taux d'admission des filles est de 62 % dans l'enseignement secondaire inférieur, contre 70 % pour les garçons. Pourtant, les taux d'achèvement sont beaucoup plus faibles, avec seulement 39 % des filles qui terminent leurs études, contre 51 % des garçons. La différence entre les filles et les garçons devient plus prononcée dans l'enseignement secondaire supérieur où le taux d'inscription des filles en dernière année n'est que de 18% contre 37% pour les garçons (BM, [Projet de partenariat mondial pour l'éducation au Bénin](#)).

2.1.2 Des taux de fécondité élevés et les inégalités entre les sexes qui persistent dus à l'héritage de certaines normes sociales

Les normes sociales sont des déterminants importants des ISF élevés

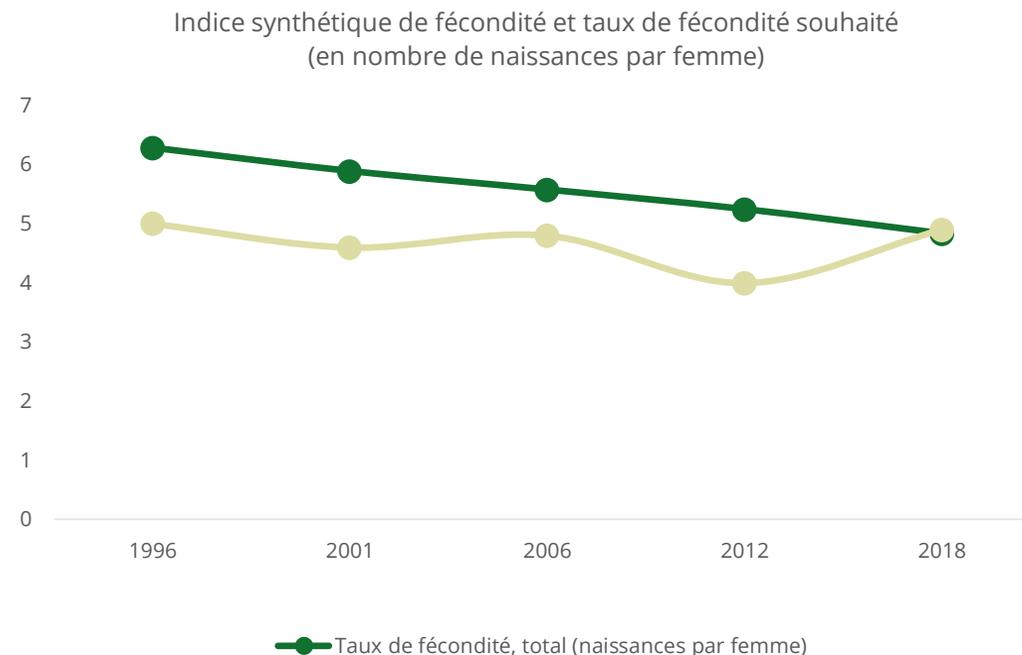
Les normes sociales et les restrictions légales façonnent en grande partie l'action des femmes et des filles. Les décisions importantes concernant la famille, l'éducation et la santé découlent généralement, directement ou indirectement, des normes sociales en vigueur dans la société. En tant que telles, elles sont des facteurs clés qui sous-tendent les différences d'accès aux opportunités entre les sexes. Par exemple, les rôles traditionnels et les modèles d'emploi du temps qui y sont associés limitent les opportunités économiques des femmes (annexe 4), et plus de détails dans la section 2.3). En outre, les limitations de l'action des femmes et des filles s'expliquent souvent par d'autres désavantages, notamment en matière d'accès à l'éducation.

Le patriarcat est un système social dans lequel les hommes détiennent le pouvoir et assument le rôle principal en matière d'autorité morale, de leadership politique et de vie sociale (Lerner 1986). Les normes sociales patriarcales confèrent aux hommes un pouvoir décisionnel socialement accepté sur la vie politique, sociale et économique des femmes.

Les normes sociales de la société patriarcale du Bénin favorisent les familles nombreuses. Les enfants sont généralement considérés comme une assurance pour leurs parents, et le rôle principal des femmes est considéré comme le mariage et la procréation. Même si toutes les femmes ne sont pas d'accord, la dépendance financière rend souvent toute déviation difficile (Évaluation du genre au Bénin 2021).

13

Le taux de fécondité souhaité au Bénin n'a pas diminué à cause des norms sociales



Source : WDI 2020 et calculs des auteurs

Note : Le taux de fécondité souhaité est une estimation de ce que serait le taux de fécondité total si toutes les naissances non désirées étaient évitées, sur la base des enquêtes démographiques et de santé (EDS).

Certaines normes sociales patriarcales concourent au maintien de taux de fécondité élevés

Les femmes peuvent être associée à un rôle économiquement inférieur à celui des hommes



Les femmes sont censées s'occuper du foyer, tandis que les hommes sont considérés comme les soutiens de famille et les pourvoyeurs de fonds. Le rôle sociétal des femmes limite fortement leur mobilité physique.



Au Bénin, 75,1 % des ménages sont dirigés par des hommes. Les hommes sont plus susceptibles de posséder des actifs que les femmes. Par exemple, 36,4 % des hommes et 13,0 % des femmes possèdent des terres au Bénin, tandis que 79,5 % des hommes contre 51,1 % des femmes possèdent un téléphone portable.

Les femmes ont trop peu souvent le pouvoir de décider de leur propre éducation et leur santé reproductive



Le pouvoir des hommes sur les femmes couvre la plupart des dimensions de la vie privée des femmes, notamment l'éducation des enfants, la santé, la sexualité et le planning familial.



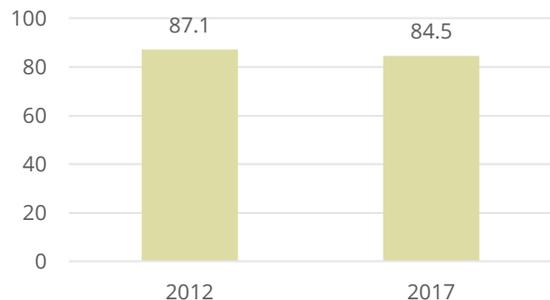
En 2017, 56,4 % des femmes considéraient qu'il était justifié pour une femme de demander l'utilisation d'un préservatif lors d'un rapport sexuel si elle sait que son mari/partenaire est atteint d'une infection sexuellement transmissible (IST), soit une baisse depuis 2006 où ce chiffre était de 70,6 %.

Source : Évaluation du genre au Bénin 2021

Les femmes et le planning familial

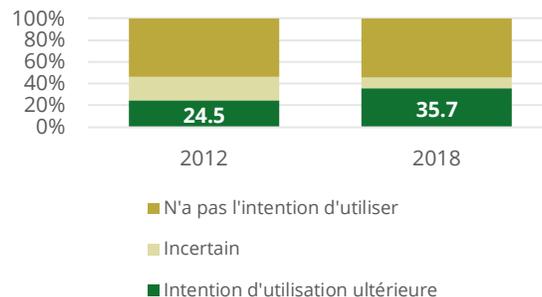
14 84,5 % des femmes n'utilisent pas de méthode de planification familiale...

Pourcentage de femmes n'utilisant aucune méthode contraceptive



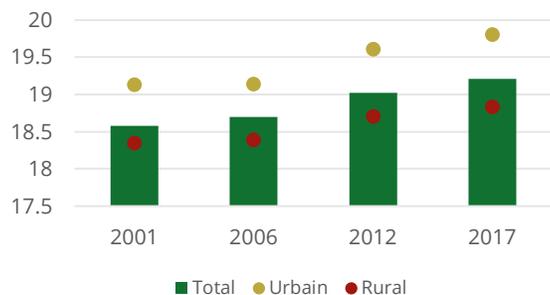
15 ...et peu prévoient d'en utiliser dans le futur

L'intention des femmes d'utiliser des méthodes contraceptives



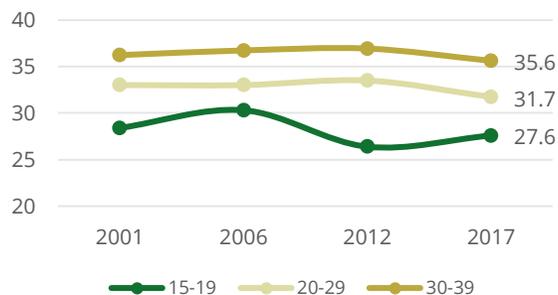
16 L'âge à la première naissance a légèrement augmenté..

Âge des femmes à la première naissance (en années)



17 ...mais l'intervalle entre les naissances est resté constant.

Mois écoulés entre la naissance du précédent enfant



Source : EDSB-II (2001), EDSB-III (2006), EDSB-IV (2012), et EDSB-IV (2017).

Les femmes ont trop peu souvent le pouvoir de décision en matière de santé reproductive

La planification familiale et la disponibilité des moyens de contraception sont un déterminant important des taux de fécondité. Bien que leur utilisation varie d'un pays à l'autre et selon la répartition des revenus, en général, les politiques qui facilitent l'autonomisation des femmes et la santé génésique donnent également aux ménages et surtout aux femmes le pouvoir de prendre leurs propres décisions concernant le nombre d'enfants.

L'acceptabilité et l'utilisation des méthodes de planification familiale ont lentement augmenté au cours de la dernière décennie. Le pourcentage de femmes utilisant une méthode de planification familiale n'a pour la plupart pas évolué au cours des dix dernières années, avec seulement 25 % des femmes déclarant utiliser une méthode contraceptive en 2017, un choix plus répandu chez les femmes ayant de nombreux enfants. Les besoins non satisfaits en matière de contraception moderne sont estimés à 35,3 % en 2020 (FP 2020). De même, le pourcentage de femmes ayant l'intention d'utiliser des méthodes de planification familiale à l'avenir a lentement augmenté.

En raison de changements mitigés dans les normes sociales, l'âge des femmes à la première naissance a augmenté lentement bien que le temps entre les naissances soit resté constant au cours des 20 dernières années. En 2017-2018, l'âge moyen à la première naissance était de 19 ans, soit un peu plus qu'une décennie auparavant (18,6 ans en 2001-2002), mais avec une différence persistante entre les zones rurales et urbaines, les grossesses ayant lieu en moyenne presque un an plus tôt dans les zones rurales. L'intervalle entre les naissances n'a pratiquement pas changé malgré la forte baisse du nombre de mariages d'enfants. Le nombre de jeunes femmes mariées âgées de 15 à 19 ans a considérablement diminué, passant de 51 % en 1970 à 18 % en 2020 (annexe 5).

L'accès facile aux méthodes contraceptives permet aux femmes de contrôler leur fertilité (Mehrotra 2016) -Box 2.2. Le Plan d'action national du Bénin sur la planification familiale est en cours de mise à jour afin de réviser les politiques, normes et protocoles du secteur, notamment par une meilleure diffusion de la loi sur la santé reproductive (2003).

Encadré 2.2 L'accès aux contraceptifs et à l'éducation est primordial pour la réduction de la fécondité.

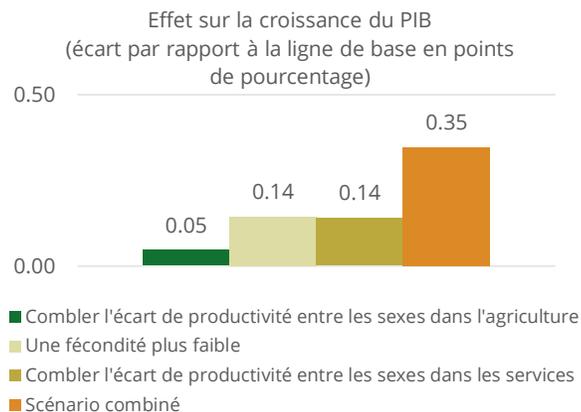
Il existe des preuves solides que l'éducation et l'accès au planning familial sont essentiels pour réduire les taux de fécondité.

Dans le domaine de l'éducation, par exemple, les programmes subventionnant le coût direct ou indirect de l'éducation peuvent être efficaces pour augmenter les inscriptions et les résultats scolaires des filles et des garçons, comme le montre le Kenya ([Duflo, Dupas et Kremer 2015](#)). Parfois, elles ont un impact différent et plus important sur les femmes, même lorsqu'elles ne sont pas ciblées sur le genre, comme au Ghana ([Duflo, Dupas et Kremer 2017](#)). Un Female Secondary School Stipend Program introduit au Bangladesh en 1994 pour rendre l'enseignement secondaire gratuit pour les filles rurales a réduit la fécondité de 8 à 12 % en moyenne pour les filles participantes ([Hahn et al. 2016](#)). L'étude constate que le programme, qui a concerné plus de deux millions de filles chaque année jusque dans les années 2000, a également entraîné une augmentation de l'âge au premier mariage de 0,34 an et une augmentation de l'âge à la première naissance de 0,47 an, en moyenne.

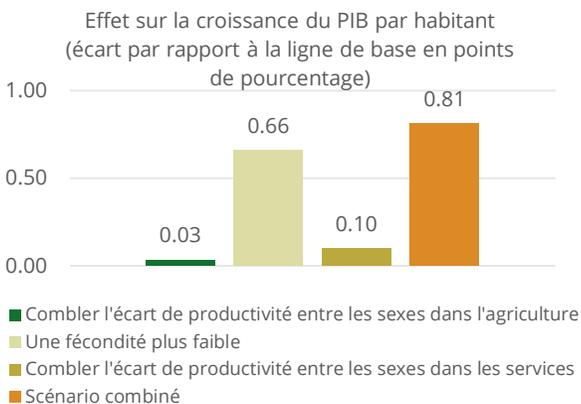
De même, des preuves solides soutiennent l'impact positif direct de la planification familiale. [Jones \(2013\)](#) montre qu'une réduction de 22 % de l'offre de contraceptifs dans les zones rurales du Ghana en raison de la réduction du financement américain a entraîné une augmentation de la fécondité réalisée de 7 à 10 % en moyenne. L'étude constate que la plupart des femmes rurales ne voulaient pas ou ne pouvaient pas compenser entièrement les grossesses non désirées avec les méthodes traditionnelles. La fourniture de services de planification familiale aux personnes qui souhaitent avoir des familles moins nombreuses peut à la fois réduire la fécondité et augmenter la scolarisation. Cet effet peut être particulièrement prononcé pour la scolarisation des filles, car les filles des ménages à forte fécondité sont fréquemment tenues à l'écart de l'école pour s'occuper de leurs frères et sœurs plus jeunes ([Canning et al. 2015](#)).

La réduction des écarts entre en terme de genre peut accroître le PIB par habitant de plus d'un dixième d'ici 2035

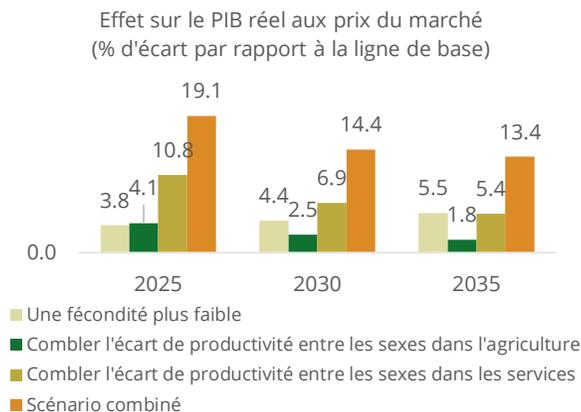
18 La croissance annuelle du PIB peut être supérieure de 0,4 pp...



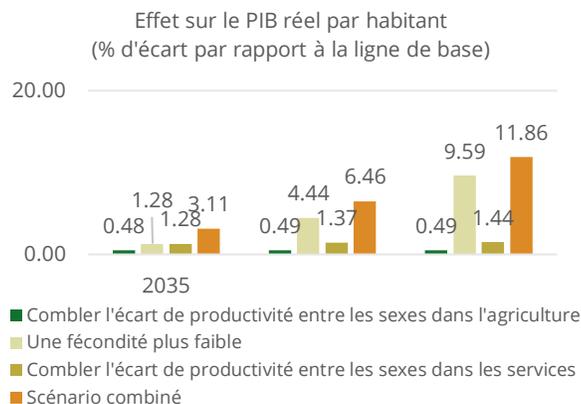
20 La croissance annuelle du PIB réel par habitant devrait augmenter de 1 pp...



19 ...augmentant le niveau du PIB de 13,4 % en 2035



21 ... augmentant le PIB par habitant de 12 % en 2035



Source : Dudu et Mitik (document de référence 2021).

2.1.3 Réduire les écarts en termes de genre peut avoir d'importants bénéfices en termes de croissance par habitant

La réduction des écarts de productivité entre les sexes et la baisse de la fécondité peuvent stimuler la croissance économique à court et à moyen terme.

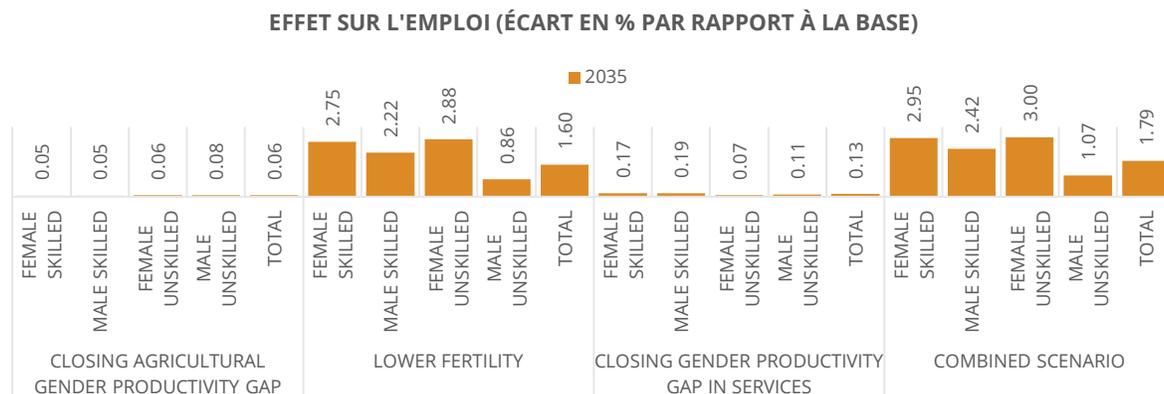
Les politiques améliorant le capital humain et les marchés du travail contribueront à combler l'écart entre les sexes et à accélérer la croissance. Une meilleure éducation des femmes, par exemple, permettra en même temps de retarder l'âge du mariage, réduisant ainsi la fécondité totale, et de préparer la transition démographique. Les politiques visant à promouvoir une meilleure intégration du marché du travail et la compétitivité du secteur dans les secteurs à forte intensité féminine sont également importantes. On estime que par rapport aux femmes, les hommes sont 19% et 54% plus productifs dans l'agriculture et le secteur des services respectivement (section 2.3).

Les avantages économiques de la réduction des écarts entre les sexes (y compris un taux de fécondité plus faible) sont estimés en appliquant un modèle d'équilibre général calculable (EGC). Les principaux scénarios pris en compte dans le modèle comprennent : une augmentation des dépenses d'éducation et de santé pour atteindre les niveaux de dépenses des pairs aspirants qui ont des taux de fécondité plus faibles (ce qui a un impact sur le taux de dépendance et l'épargne des ménages) ; et des investissements publics suffisants dans l'agriculture et les politiques actives du marché du travail (PAMT) nécessaires pour combler l'écart de productivité, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et des services (pour les détails des hypothèses, [annexe 6](#)).

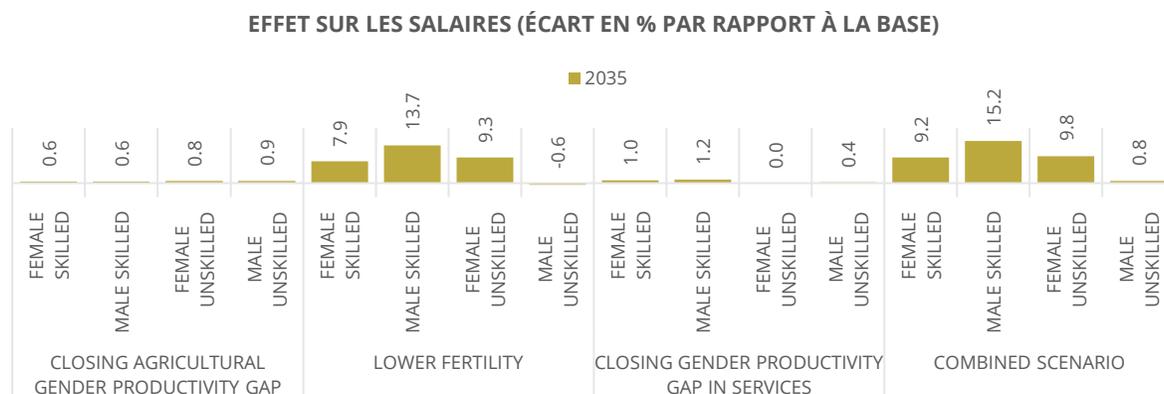
Le modèle suggère des résultats probants de l'amélioration de l'égalité des sexes sur les performances de croissance. La baisse de la fécondité et la réduction des écarts de productivité entre les sexes dans l'agriculture et les services sont associées à une augmentation supplémentaire de 0,35 pp de la croissance annuelle moyenne du PIB et à une augmentation supplémentaire de 0,81 pp de la croissance annuelle moyenne par habitant, sur la période 2022-2035. D'ici 2035, le PIB pourrait augmenter de 13,4 % par rapport au scénario de référence, principalement grâce à la réduction des écarts de productivité dans le secteur des services. D'ici là, le PIB par habitant augmentera également de 11,9 % par rapport au scénario de référence, principalement en raison d'un taux de fécondité plus faible.

La baisse de la fécondité entraîne des gains d'emploi et de salaire pour les femmes et les hommes

22 Les travailleuses, qualifiées ou non, bénéficient d'une hausse de l'emploi



23 Les hommes comme les femmes voient un gain net de salaire d'ici à 2035



Source : Hasan Dudu et Lulit Mitik (document de référence 2021)

Une baisse de la fécondité augmenterait la participation globale au marché du travail et accroîtrait les salaires des femmes et des hommes.

La baisse de la fécondité est susceptible d'augmenter la participation à la population active, en particulier pour les femmes qualifiées et non qualifiées, les hommes bénéficiant le plus de la hausse des salaires. La réduction des écarts de productivité dans l'agriculture et les services a peu d'effet sur l'emploi, car la plupart des gains proviennent de la baisse de la fécondité et de l'augmentation de la participation à la vie active qui en résulte. En 2035, le niveau d'emploi des femmes qualifiées est supérieur de 2,75 % à celui du scénario de référence, tandis que l'emploi des femmes non qualifiées augmente de 2,88 %. L'impact sur les salaires est également positif dans tous les scénarios. Les femmes sont susceptibles de gagner des salaires plus élevés, mais les hommes aussi, les hommes qualifiés bénéficiant le plus de la participation accrue des femmes au marché du travail. En comblant l'écart de productivité entre les sexes, on augmente les salaires pour toutes les catégories de travailleurs.

Le revenu des ménages augmente dans tous les scénarios en raison de la hausse de l'emploi et des salaires. Avec la hausse de l'emploi et des salaires, les femmes sont susceptibles d'augmenter leur contribution au revenu du ménage, tandis que les hommes bénéficient de la hausse des revenus. En conséquence, les revenus des ménages augmentent. Il existe également des effets potentiellement positifs sur leur pouvoir de négociation au sein du ménage. Il est prouvé que les femmes investissent davantage dans le capital humain des enfants, par exemple.

Pour réaliser pleinement les gains économiques prévus par le modèle, il faut des ressources adéquates et un cadre institutionnel qui donne la priorité à la réduction des écarts entre les sexes. Des dépenses publiques substantielles sont nécessaires dans divers secteurs, notamment la santé, l'éducation, l'agriculture et la protection sociale. La mobilisation des recettes (fiscales et non fiscales) pour financer ces dépenses est primordiale. Actuellement, le cadre institutionnel traitant des écarts entre les sexes est dispersé entre les ministères (éducation, santé et affaires sociales) et il y a peu de coordination. Une agence centralisée dotée d'une supervision et d'une autorité adéquates pourrait servir d'intégrateur et compléter d'autres initiatives telles que la mise en œuvre d'un processus de budgétisation tenant compte de la dimension de genre.

[Voir l'annexe 6 pour plus de détails sur les hypothèses.](#)

LES SYSTÈMES DE SANTÉ ET D'ÉDUCATION DOIVENT PERMETTRE UNE ACCUMULATION ADÉQUATE DU CAPITAL HUMAIN

2.2

Le stock de capital humain au Bénin est encore trop faible pour favoriser une transition démographique. L'accès à l'éducation et à la santé s'est amélioré, mais la qualité reste faible, notamment en raison de l'absence d'une stratégie de financement adéquate.

Le Bénin devra améliorer la qualité et accroître les investissements dans la santé et l'éducation pour répondre à la demande croissante à l'avenir et tirer parti du dividende démographique.

Cette section s'appuie sur le Human Capital Project 2020.

2.2.1 Les faibles niveaux de capital humain ralentissent la croissance de la productivité

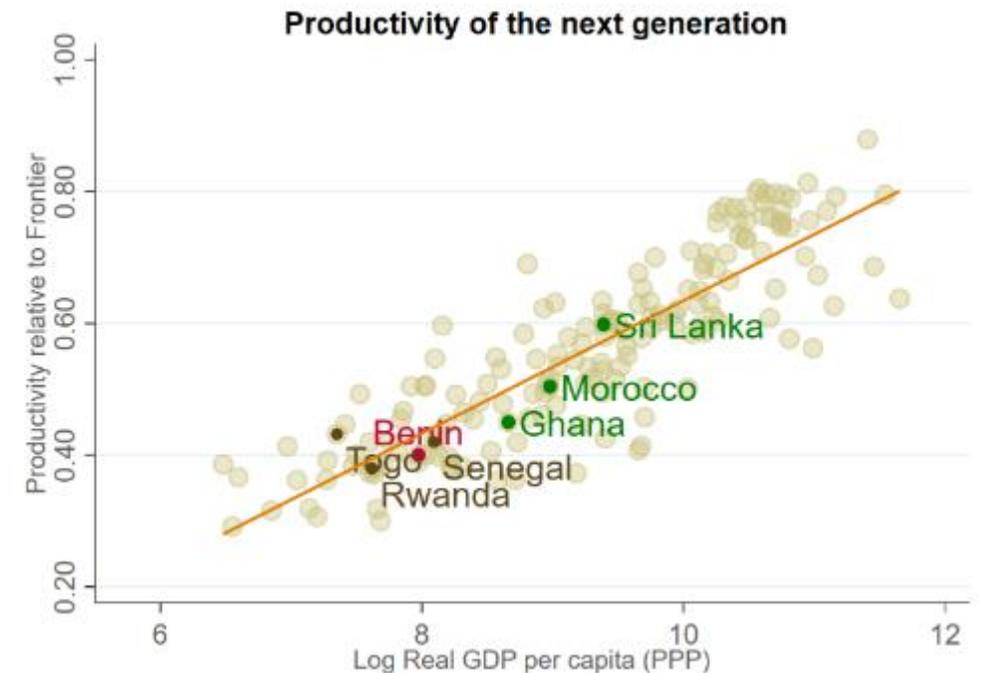
La prochaine génération du Bénin sera légèrement moins productive que celle de ses pairs structurels (à l'exception du Rwanda). Son niveau de capital humain est inférieur à ce qui est attendu compte tenu de son PIB par habitant.

L'indice du capital humain (ICH) mesure les conséquences de la négligence des investissements dans le capital humain en termes de perte de productivité de la prochaine génération de travailleurs ([Rapport sur le développement dans le monde, RMD 2019](#)). Son score de 0,4 à l'ICH signifie qu'un enfant né au Bénin en 2020 sera 40 % aussi productif à l'âge adulte qu'il aurait pu l'être s'il avait bénéficié d'une éducation complète et d'une pleine santé. Bien que généralement à égalité avec les pairs structurels, les faibles niveaux de capital humain constituent une contrainte majeure pour la croissance de la productivité du Bénin.

Alors que l'innovation continue de s'accélérer, les économies en développement devront prendre rapidement des mesures pour s'assurer qu'elles sont compétitives dans l'économie du futur. Elles devront investir dans leur population, notamment dans la santé et l'éducation, qui sont les éléments constitutifs du capital humain ([encadré 2.3](#)), afin de tirer parti des avantages de la technologie. Pour s'adapter à l'évolution de la nature du travail, il faut également repenser le contrat social. Investir dans les personnes, c'est aussi les protéger. Or, dans les pays en développement, quatre personnes sur cinq n'ont jamais su ce que signifie vivre avec une protection sociale. Les personnes travaillant dans le secteur informel ne sont pas protégées par un emploi salarié stable, des filets de sécurité sociale ou les avantages de l'éducation (voir la section 2.3) ([WDR 2019](#)).

24

Le Bénin se situe au sein de l'échelon inférieur de l'indice de capital humain



Source : WDI, HCI, WDR 2019. Note : PIB = produit intérieur brut ; PPA = parité de pouvoir d'achat. L'indice du capital humain est compris entre 0 et 1. Il est mesuré en termes de productivité de la prochaine génération de travailleurs par rapport à la référence d'une éducation complète et d'une santé complète. Une économie dans laquelle le travailleur moyen atteint à la fois son plein potentiel de santé et d'éducation obtiendra une valeur de 1 sur l'indice.

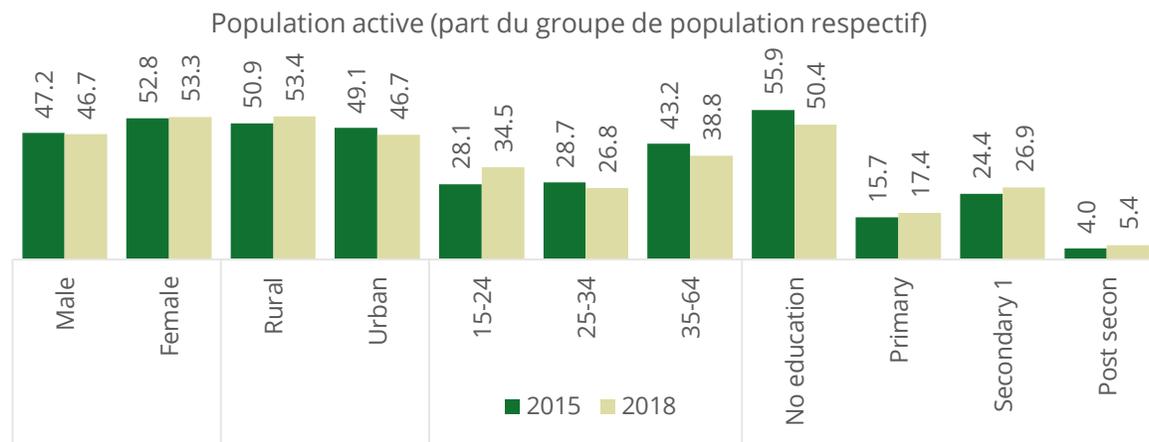
Encadré 2.3 Le rôle de la santé et de l'éducation dans l'accumulation du capital humain

Le capital humain est le stock de compétences, d'habitudes et d'attributs sociaux qui permet aux individus de la société d'effectuer un travail (Becker 1993). Les secteurs de l'éducation et de la santé sont déterminants pour le développement du capital humain. Selon la théorie du capital humain, l'éducation est un investissement qui prépare les individus à la vie active ; elle augmente la productivité et peut ainsi favoriser la croissance d'un pays (Nafukho, Hairston et Brooks 2004). La santé est également un investissement fondamental dans le capital humain d'un pays. Être en mauvaise santé réduit la capacité à travailler de manière productive, à apprendre et à investir davantage dans le capital humain. La qualité, l'accès et le financement de l'éducation et de la santé doivent être adéquats pour que les cohortes de jeunes actuelles et surtout futures soient en bonne santé, éduquées et donc productives, permettant ainsi de dégager des dividendes démographiques potentiels.

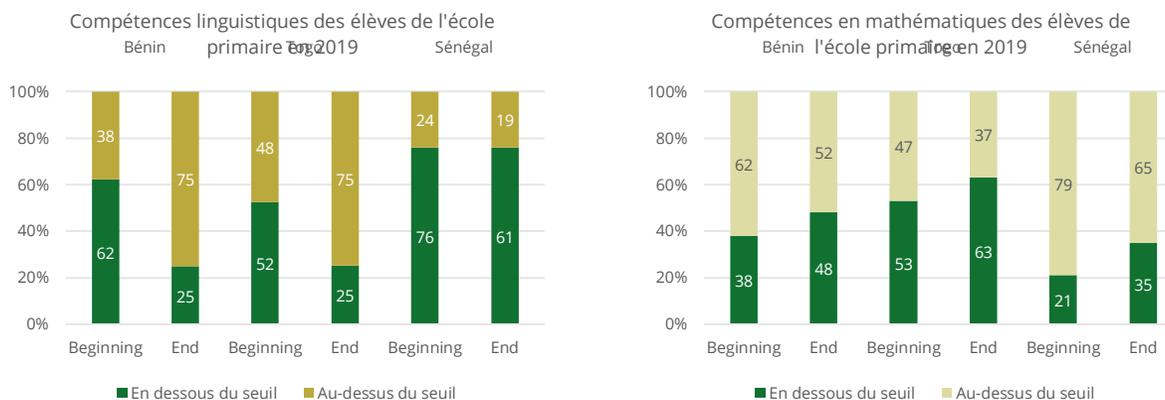


Performance du secteur éducatif au Bénin

25 La moitié de la population active n'est pas instruite, mais le niveau d'instruction s'améliore



26 En 2019, les élèves de l'école primaire ont obtenu des résultats équivalents (et supérieurs) à ceux de leurs pairs structurels.



Source : EHCVM 2018

Note : les graphiques A et B montrent la part des élèves atteignant un seuil de compétences au début et à la fin de l'école primaire.

Les niveaux d'éducation s'améliorent et ces efforts doivent être poursuivis

La population active se caractérise par un faible niveau d'éducation. La moitié de la population active n'a pas d'instruction. La population active du Bénin est majoritairement jeune, avec 61,2% des travailleurs âgés de 15 à 34 ans et peu éduquée (environ 67,7% des travailleurs ont une éducation primaire ou inférieure).

Si les niveaux s'améliorent pour les jeunes générations, de nombreux enfants ne maîtrisent toujours pas les compétences de base. Le niveau d'éducation de la main-d'œuvre s'est amélioré entre 2015 et 2018, la part de la main-d'œuvre sans éducation ayant diminué de 5pp, tandis que la part avec une éducation primaire, secondaire et post-secondaire a augmenté de manière significative. Pourtant, de nombreux enfants ne maîtrisent pas les compétences de base. En 2019, si les compétences linguistiques et mathématiques se sont améliorées tout au long de l'enseignement primaire, les disparités sont importantes. Sur le plan positif, le Bénin surpasse ses pairs en matière d'amélioration des compétences linguistiques tout au long de la période de l'enseignement primaire. La tendance sur les compétences en mathématiques est moins satisfaisante, bien que les performances du Bénin soient comparables à celles de ses pairs structurels, le Togo et le Sénégal.

Des efforts considérables sont déployés pour améliorer l'éducation, conformément au [plan sectoriel sur l'éducation \(2018-2030\)](#), mais ces efforts doivent être poursuivis. Ce plan s'articule autour de quatre priorités : (i) instaurer une éducation de base universelle de douze ans ; (ii) développer un système de formation professionnelle adapté aux besoins du secteur privé ; (iii) améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage ; et (iv) développer une gouvernance plus efficace, efficiente et inclusive. Des progrès tangibles ont été réalisés en matière d'accès à l'éducation de base. Toutefois, il existe des disparités géographiques et sociales persistantes et considérables dans l'offre et la qualité des services d'enseignement primaire ; et les écarts entre les sexes persistent aux différents niveaux, bien qu'ils soient plus marqués au niveau de l'enseignement secondaire (voir section précédente).

En savoir plus : le *Projet Capital Humain 2020*

Il convient de mettre davantage l'accent sur l'amélioration des résultats en matière de santé.

Bien que les résultats en matière de santé se soient améliorés au cours de la dernière décennie, il reste encore des marges de progrès

Le Bénin est toujours confronté à de grands défis dans le secteur de la santé. Les taux de mortalité infantile et maternelle, bien qu'ils diminuent lentement, restent élevés, bien au-dessus de la moyenne des pays à revenu faible et moyen inférieur (2018). Le paludisme reste la principale cause de consultation médicale (44,3% des cas), d'hospitalisation (29,9%) et de mortalité (36,7%) chez les enfants de moins de cinq ans. Les niveaux actuels de retard de croissance ont lentement diminué, passant d'un maximum de 45% en 2006 à 32% en 2018, mais restent élevés par rapport à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et présentent un risque considérable de retard de croissance socio-économique (Annuaire national de la santé 2019 ; Enquête démographique et de santé 2018-2019).

La nécessité d'investir dans les systèmes de santé pour garantir les capacités productives de la population a été reconnue et intégrée dans le plan sectoriel et le développement du programme d'assurance maladie [ARCH](#). Le défi de surmonter un héritage d'investissements limités dans le capital humain et les systèmes de résilience sociale reste important.

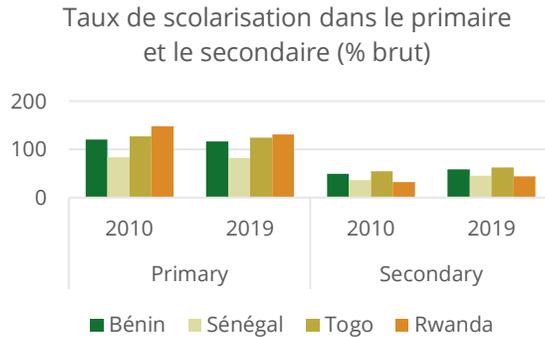
27

Le Bénin pourrait s'améliorer par rapport à la plupart de ses pairs structurels, en ce qui concerne les indicateurs de santé de base.

Indicateur	Bénin	Rwanda	Sénégal	Togo
Espérance de vie à la naissance, 2019	61,5 ans	69	68	61
Taux de mortalité maternelle, 2017	397/100 000 naissances vivantes	248	315	396
Taux de mortalité des moins de cinq ans, 2019	64/1000 naissances vivantes	29	36	50
Taux de mortalité néonatale (<1 mois), 2019	30/1000 naissances vivantes	16	22	25
Enfants de moins de 6 mois exclusivement nourris au sein, 2019	42%	87%	42%*	57%*
Enfants de 12 à 23 mois vaccinés contre le DTC, 2019	76%	98%	93%	84%
Enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance, 2018	32%	33%	18%	24%
Femmes enceintes bénéficiant de soins prénatals, 2018.	83%	98%	98%	78%
Assistance qualifiée à l'accouchement, 2018	78%	91%*	75%	69%
Incidence du paludisme, 2018	386/1 000 habitants à risque	487	56	267
Incidence de la tuberculose, 2019	55	57	117	37

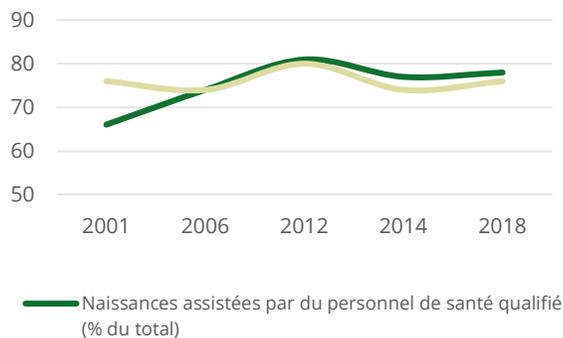
Source : WDI, IGME UN Inter agency Group for Child Mortality estimation, et calcul des auteurs. Notes : * les données les plus récentes sont celles de 2015.

28 L'accès à l'éducation s'est amélioré...



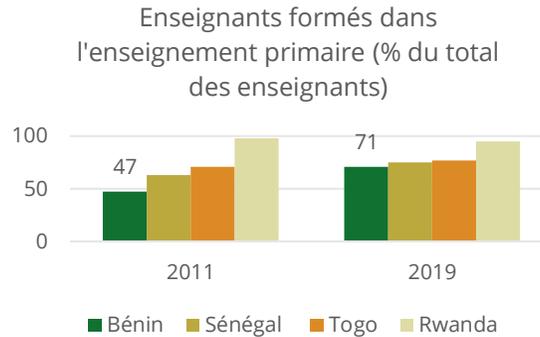
Source : WDI et calculs des auteurs ;

30 L'accès aux soins de santé a été plus lent à s'améliorer...



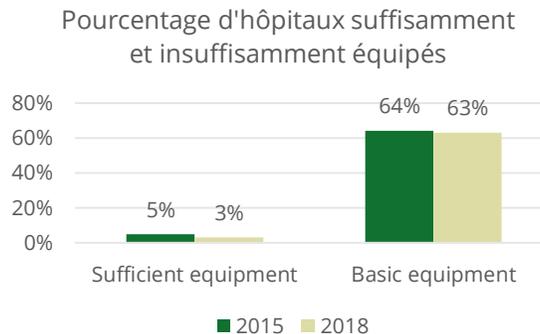
Source : SARA-2015, SARA-2018.

29 ...mais la qualité doit encore être améliorée



Source : WDI et calculs des auteurs

31 ...et la qualité nécessite encore des améliorations



Source : SARA-2015, SARA-2018.

2.2.2 L'accès à la santé et à l'éducation s'est amélioré, mais la qualité reste faible.

L'accès à l'éducation a augmenté mais la qualité doit encore être améliorée. Depuis les années 2000, le Bénin a atteint la scolarisation complète au niveau primaire. En 2000, 82,5 % des enfants allaient à l'école primaire contre 122 % en 2018 (brut). La scolarisation dans le secondaire a également augmenté, passant de 21,8 % en 2000 à 59 % en 2016, mais comme nous l'avons vu précédemment, d'importantes disparités entre les sexes persistent. Pourtant, si l'accès a augmenté, la qualité de l'enseignement reste faible, ce qui empêche la formation adéquate de la prochaine génération de travailleurs. La formation des enseignants s'est améliorée, mais elle reste moins bonne que celle des pairs structurels, et si les ratios élèves/enseignants ont diminué, ils restent légèrement supérieurs à ceux des pairs, à 40,9 en 2019.

Les progrès dans le secteur de la santé ont été ralentis, malgré l'augmentation des investissements due à COVID-19. Au niveau national, l'accès aux services de soins de santé primaires répond aux normes de l'OMS, mais il existe des disparités régionales. Il y a du progrès à faire sur la qualité des services de santé, et la qualité des hôpitaux ne s'est pas améliorée sur la période 2015-2018. En 2015, 5 % des hôpitaux du Bénin étaient suffisamment équipés, contre seulement 3 % en 2018. Seuls 64 % des hôpitaux étaient fondamentalement équipés en 2015, tandis que 63 % disposaient d'un équipement de base en 2018. Des investissements importants ont été réalisés en 2020 en réponse à la crise du COVID-19 avec des améliorations de la réponse d'urgence et de la capacité des laboratoires, mais les points faibles restent bien présents.



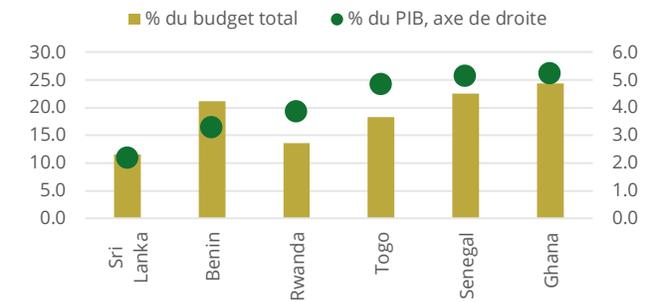
2.2.3 L'investissement en capital humain peut être amélioré

Le capital humain, notamment le secteur de la santé, a besoin d'un meilleur financement. En effet, le système de santé du Bénin reste insuffisamment financé et est loin de respecter l'engagement de la Déclaration d'Abuja d'allouer 15 % du budget général au secteur de la santé. Les dépenses publiques de santé en pourcentage du PIB sont très faibles (<1%, soit 4,2% des dépenses totales), ce qui reflète la faible mobilisation des recettes du Bénin, qui limite la capacité de dépense.

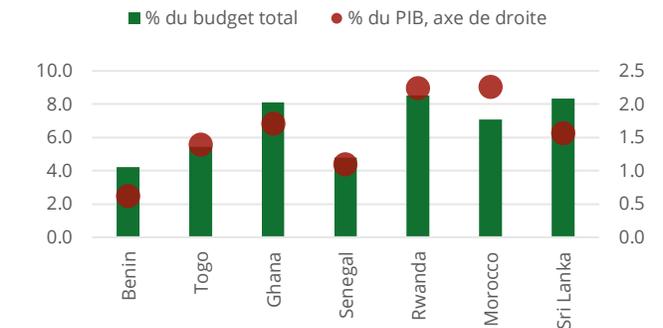
En conséquence, la contribution des ménages à la couverture des dépenses de santé a augmenté, tout comme la dépendance à l'égard des dépenses extrabudgétaires. L'éducation a été beaucoup mieux financée, représentant environ 20 % du budget total sur la même période. Toutefois, les dépenses restent extrêmement faibles lorsqu'elles sont mesurées en pourcentage du PIB (3,3 %) et sont en baisse. Une analyse récente a toutefois révélé que l'efficacité des dépenses publiques est adéquate dans les secteurs de l'éducation et de la santé (FMI 2020).

Les pays qui ont réussi à obtenir une accélération soutenue de la croissance ont investi dans le capital humain. Un exemple réussi est celui de la Corée du Sud à la fin des années 1960-1980 (*Pour en savoir plus - l'expérience de la Corée du Sud, annexe 8*).

32 Dépenses publiques pour l'éducation (2011-2019)



33 Dépenses publiques en matière de santé (2011-2019)



Source : WDI, FMI et calculs de l'auteur.

L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DU MARCHÉ DE L'EMPLOI EST ESSENTIELLE POUR L'ABSORPTION DES JEUNES ET DES FEMMES

2.3

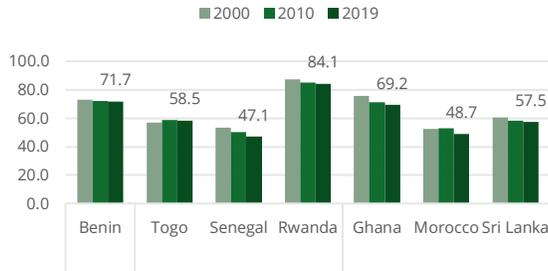
Bien que le chômage soit faible, le marché du travail peut générer encore plus d'emplois de qualité. Les femmes et les jeunes se heurtent à de nombreux obstacles. Si la population en âge de travailler continue d'augmenter, le marché du travail béninois sera confronté à une pression accrue.

Le Bénin se doit de créer de meilleurs emplois qui correspondent aux compétences des travailleurs et qui améliorent la productivité. L'incapacité à y parvenir pourrait entraîner une perte de potentiel humain et économique pour le pays.

Figure 16. La participation au marché du travail est élevée

34 La participation au marché du travail est supérieure à celle des pairs

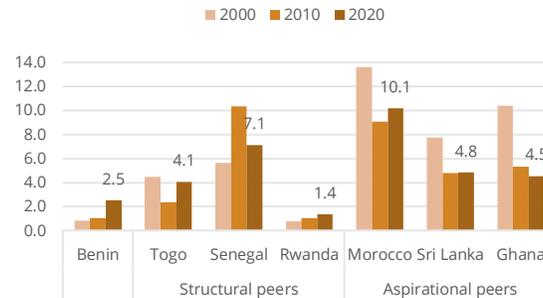
Taux de participation à la population active, total
(% de la population totale âgée de 15 à 64 ans)



Source : Indicateurs de développement mondial 2020.

35 Le faible taux de chômage s'explique par l'importance du secteur informel.

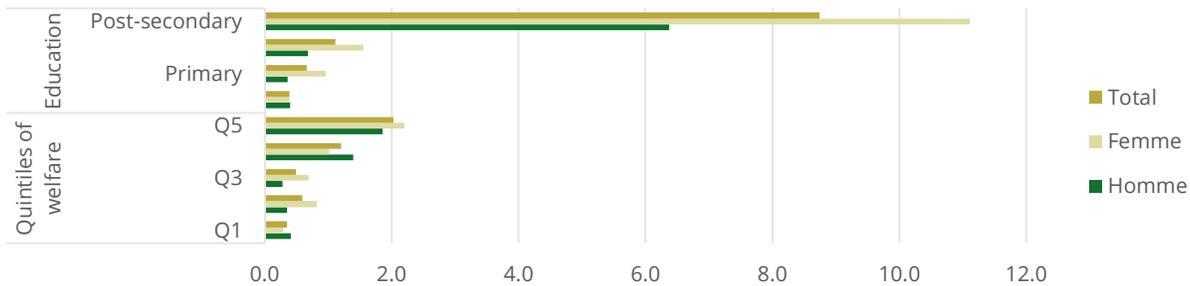
Chômage total (% de la population active totale)



Source : Indicateurs de développement mondial 2020.

36 Les taux de chômage sont faibles et les femmes sont les plus touchées.

Taux de chômage par quintiles d'éducation et d'aide sociale



Source : EHCVM, 2018.

2.3.1 La participation au marché du travail est élevée, et le chômage est faible...

La majorité de la population en âge de travailler au Bénin est active sur le marché du travail. La participation au marché du travail est plus élevée au Bénin que dans la plupart de ses pairs structurels et aspirationnels. En 2019, près de 72% de la population en âge de travailler a participé au marché du travail : 70% des femmes contre 73% des hommes. Le taux de participation a été constant au cours des deux dernières décennies.

Le taux de chômage est faible, ce qui est courant dans de nombreux pays de la région. Globalement, si le chômage a augmenté au cours des deux dernières décennies, il reste marginal, à 2,5 % de la population totale en âge de travailler en 2020. Il concerne principalement les personnes ayant suivi un enseignement post-secondaire et les quintiles de revenus supérieurs. Le taux de chômage plus élevé dans ces groupes suggère une forte prévalence du sous-emploi et de l'auto-emploi, ce qui explique les niveaux d'emploi élevés. Le Bénin possède en effet une économie informelle très importante. Les femmes, cependant, affichent un chômage plus élevé à tous les niveaux d'éducation et dans tous les quintiles de revenus.

Parmi ses pairs structurels, le marché du travail du Bénin est le plus similaire à celui du Rwanda, les deux affichant des caractéristiques associées à une informalité généralisée. En 2011, seuls 7 % des emplois relevaient du secteur salarial formel au [Rwanda](#), avec de faibles revenus et un sous-emploi. Les faibles revenus reflétaient en grande partie la nature non qualifiée de la main-d'œuvre, employée principalement dans l'agriculture (concentrée dans le cacao) ou les services peu qualifiés.

...mais la plupart des emplois sont dans le secteur informel, et principalement des emplois indépendants

37

Les emplois formels représentent moins de 10 % de l'emploi

Comme dans de nombreux LICs, les femmes et les hommes sont majoritairement employés dans le secteur informel, bien que la proportion de femmes soit plus élevée. De même, le secteur informel est plus important dans les zones rurales que dans les zones urbaines, et la part des jeunes de 15 à 24 ans qui travaillent dans le secteur informel est plus importante que celle des personnes plus âgées. En comparaison, le secteur formel est plus important dans les zones urbaines et la proportion d'hommes dans le secteur formel est plus élevée.

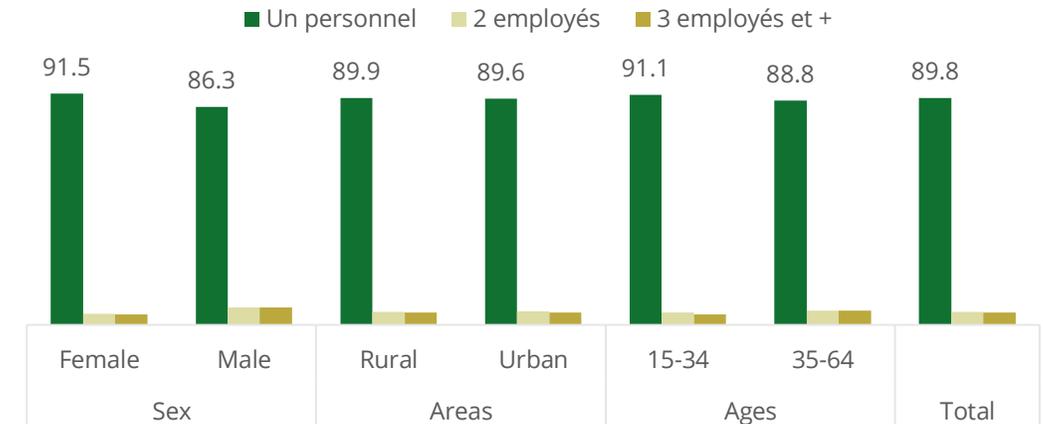
	Employé	Emploi public		Temps plein		Statut formel des emplois		
		Non	Oui	Non	Oui	Informel	Formel	
Sexe	Femme	56	99	1.0	78.1	21.9	95.5	4.5
	Homme	68.5	96.1	3.9	77	23	86	14
Domaines	Rural	61.3	98.9	1.1	83.5	16.5	94.5	5.5
	Urbain	63.2	96.3	3.7	71.7	28.3	86.9	13.1
Âges	15-24	30.4	99.5	0.5	74.3	25.7	94.8	5.2
	25-49	79.2	96.3	3.7	77.3	22.7	86.5	13.5
	50-64	79.4	97.1	2.9	80.8	19.2	91.5	8.5
Total	62.5	97.6	2.4	77.6	22.4	90.7	9.3	

Note : Le graphique présente la répartition de l'emploi par secteur en pourcentages.

38

Près de 90 % des entreprises informelles n'ont pas d'employés

Les possibilités de travail salarié dans le secteur informel sont extrêmement limitées. Environ 90 % des unités de production du secteur informel au Bénin sont composées uniquement du propriétaire de l'entreprise, ce qui implique un travail indépendant. Seulement 5,3 % ont deux employés (le propriétaire plus un travailleur salarié), avec une plus grande proportion d'hommes propriétaires dans cette catégorie. La prévalence de l'emploi informel crée une vulnérabilité importante pour les travailleurs en cas de chocs, car ils ne sont pas couverts par des filets de sécurité. La crise du COVID-19 ([encadré 2.4](#)) a eu des impacts à court terme sur la plupart des travailleurs indépendants.



Source : ERI ESI 2018

Note : Le graphique présente le nombre de travailleurs dans les entreprises du secteur informel en pourcentage.

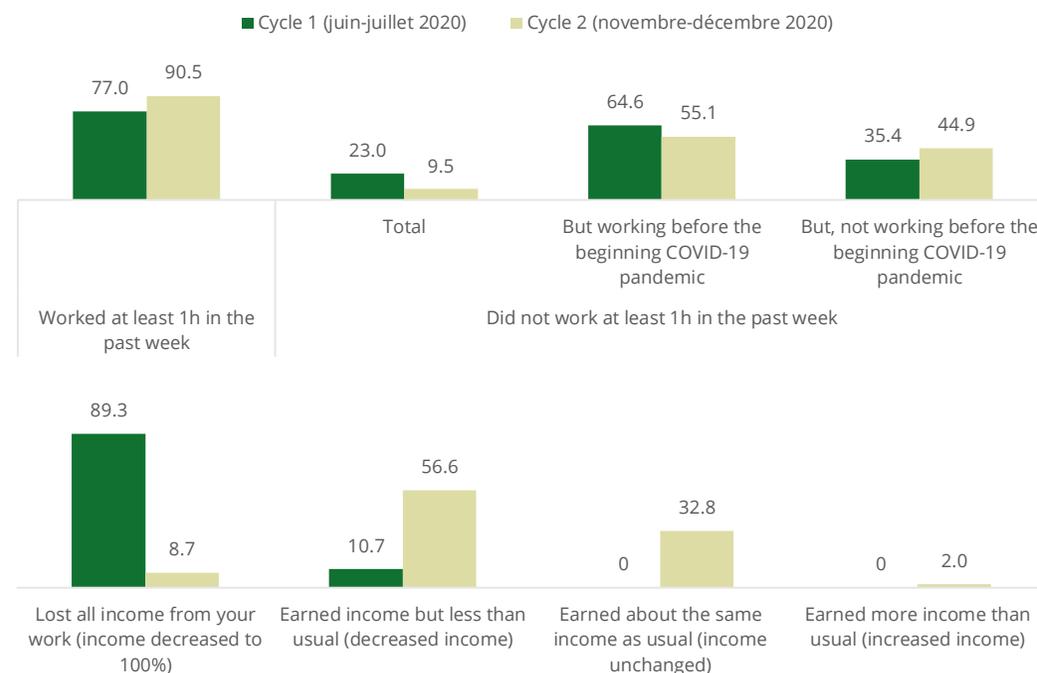
Encadré 2.4 L'impact de la COVID-19 sur le marché du travail

Au Bénin, les cas et les décès dus au COVID-19 sont restés faibles. En conséquence, et grâce à une réponse budgétaire contracyclique rapide et importante, la crise du COVID-19 n'a eu qu'un impact modéré sur la croissance à court terme du Bénin, l'essentiel de la contraction ayant eu lieu au deuxième trimestre (voir chapitre I). Néanmoins, l'impact à moyen terme des pertes d'emplois temporaires pourrait avoir des effets plus durables. Une [enquête à haute fréquence](#) menée par la Banque mondiale (BM) et l'Institut national de la statistique (INSAE) en juin et novembre 2020 révèle que :

- 23 % de la population en âge de travailler interrogée en juin 2020 ne travaillait pas, dont 2/3 avant le début de la pandémie en mars 2020.
- Six mois plus tard, seulement 9,5 % de la population interrogée ne travaillait pas, dont la moitié avant COVID 19.
- 52 % des personnes interrogées en juin et 26,8 % des personnes interrogées en novembre 2020 ont déclaré travailler moins d'heures qu'avant la pandémie.
- En ce qui concerne les revenus, 89,3 % des personnes interrogées en juin 2020 ont déclaré avoir perdu leurs revenus depuis le début de la pandémie, mais en novembre 2020, ce chiffre n'était que de 8,7%.
- Cependant, alors que seulement 10,7% ont déclaré une réduction de leurs revenus en juin 2020, 56,6 % ont déclaré une réduction de leurs revenus six mois plus tard.

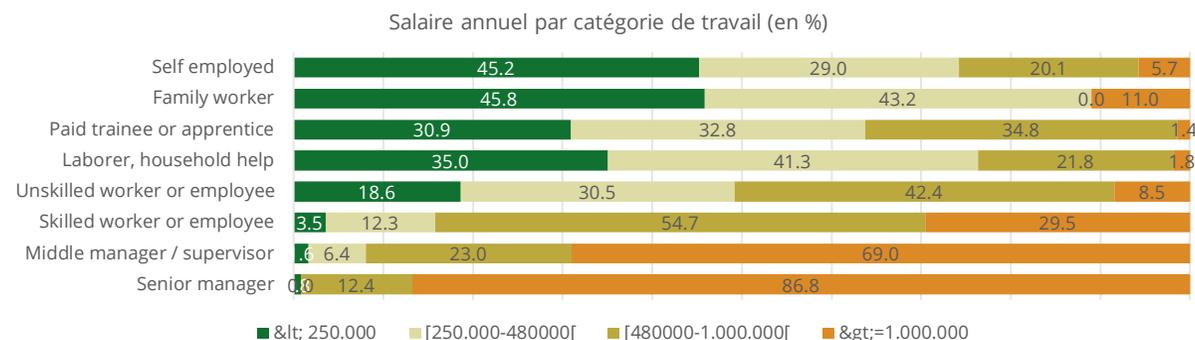
Source : ETHF-Covid-19/INSAE/ Banque mondiale, 2020

B2 Impact de la COVID-19 sur les heures travaillées et les revenus



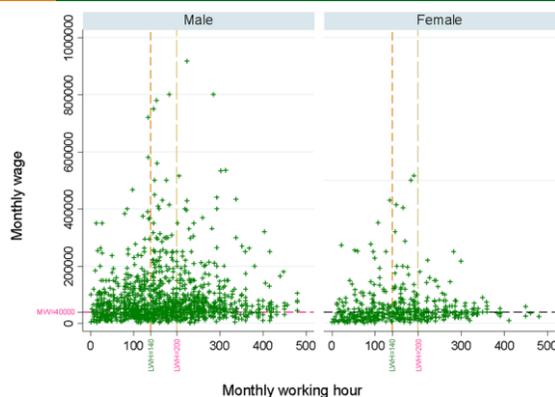
Les bas salaires sont prédominants

39 La plupart des travailleurs gagnent moins de 40 000 CFA/mois, soit 480 000 CFA/an



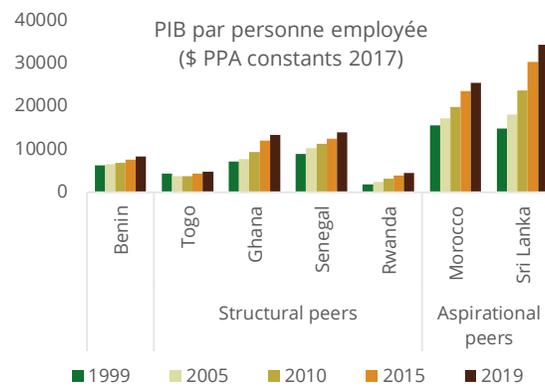
Source : EHCVM 2018 ; Note : Le graphique présente la proportion d'emploi et le salaire par catégorie de travail en pourcentage.

40 Le salaire minimum est prédominant, indépendamment des heures travaillées



Source : EHCVM 2018 et calculs des auteurs

41 La productivité du travail a progressé plus lentement que dans les pays pairs



Source : WDI, et calculs des auteurs

Les salaires et les revenus restent généralement faibles, sauf pour les emplois qualifiés

L'informalité généralisée se traduit par des salaires généralement bas. La plupart des travailleurs indépendants, des travailleurs familiaux, des apprentis et des aides ménagères - qui représentent 88,7 % de la population en âge de travailler - gagnent moins de 40 000 FCFA/mois. En outre, 49 % des employés non qualifiés gagnent le salaire minimum ou moins. En outre, les salaires sont concentrés autour du salaire minimum, quelles que soient les heures travaillées, en particulier pour les jeunes et les femmes, ce qui reflète des emplois de mauvaise qualité.

Les faibles revenus reflètent un sous-emploi et une main-d'œuvre non qualifiée. Bien que les jeunes travailleurs soient plus instruits, 50 % de la main-d'œuvre n'a pas terminé l'enseignement primaire. En effet, il existe un net clivage avec les emplois formels ou plus qualifiés. Les personnes occupant des emplois exigeant une meilleure éducation gagnent nettement plus. Seuls 16 % des employés qualifiés et environ 8 % des superviseurs déclarent des salaires annuels inférieurs au salaire minimum. Ceci est cohérent avec l'existence de rendements plus élevés de l'éducation dans le secteur formel (voir chapitre I).

La productivité du travail, encore mince, explique aussi probablement les faibles niveaux de salaire. La productivité des travailleurs du Bénin a augmenté d'un tiers entre le début des années 2000 et 2019. Pourtant, cette augmentation a été plus lente que pour la plupart des pairs (à l'exception du Togo) et elle reste quatre fois plus faible qu'au Sri Lanka et trois fois plus faible qu'au Maroc. Alors que l'emploi s'est régulièrement développé hors de l'agriculture au cours de la dernière décennie, le secteur des services n'a pas réussi à créer des emplois de meilleure qualité, la plupart des emplois se trouvant dans le commerce de détail, le commerce et l'hôtellerie. Pour tirer parti du dividende démographique, il faudrait créer des emplois salariés de meilleure qualité. Un premier bon emploi permet aux jeunes travailleurs d'acquérir de nouvelles compétences et d'apprendre les aspects non cognitifs d'un emploi. Pour l'économie, de bons emplois signifient une meilleure productivité globale de la main-d'œuvre, et donc une croissance et un bien-être plus élevés.

L'agriculture et les services sont les principaux employeurs, les femmes étant principalement employées dans le secteur tertiaire

La plupart des hommes travaillent dans l'agriculture, tandis que les femmes travaillent principalement dans les services. Dans l'ensemble, les deux secteurs représentent environ 80 % de l'emploi total

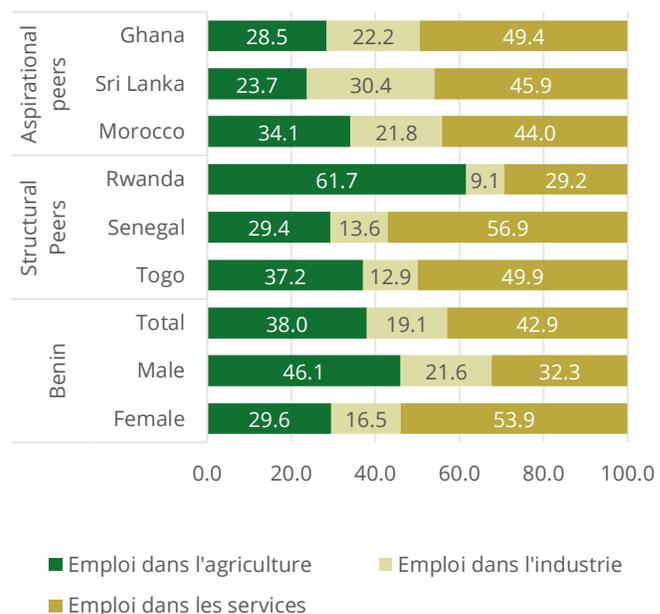
Le secteur primaire reste l'un des principaux employeurs, surtout pour les hommes, avec 45 % des hommes et seulement 30% des femmes actifs dans le secteur agricole. La plupart des femmes sont employées dans les services (54 %). Le Bénin a la deuxième plus grande part d'emploi dans l'agriculture parmi ses pairs, ce qui reflète le fait que l'agriculture représente toujours près de 27 % du PIB (2019, WDI), le plus élevé parmi tous les pairs, suivi du Rwanda (24%) et du Togo (23 %).

Le pays doit encore procéder à une transformation structurelle de son économie, bien que l'emploi se soit détourné de l'agriculture au cours de la dernière décennie. La productivité du travail a augmenté lentement, reflétant sa stagnation dans les secteurs des services où l'emploi a le plus augmenté (voir chapitre I). Cela reflète en partie le fait que les emplois dans le secteur des services se trouvent principalement dans le commerce de détail et les services non échangeables.

Voir aussi : [Annexe 7 sur l'emploi agricole](#)

42 La plupart des emplois se trouvent dans les services et l'agriculture

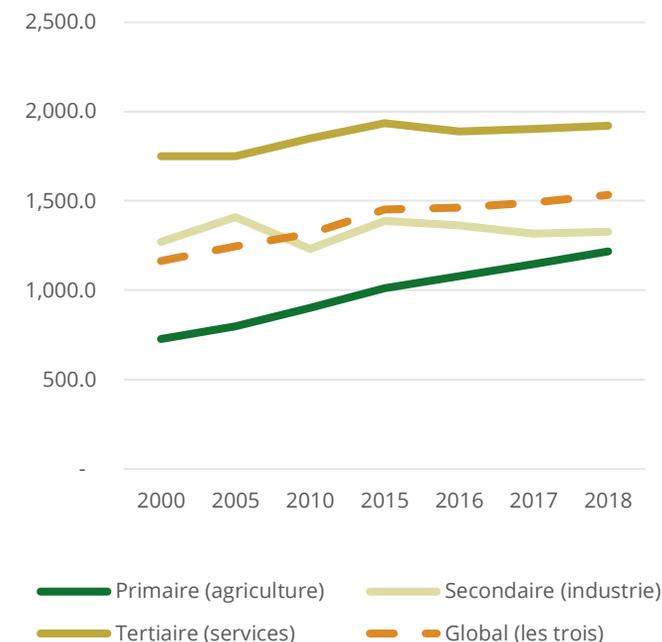
Décomposition de l'emploi par secteur en 2020 (% de l'emploi total)



Source : Indicateurs du développement mondial 2020, projections de l'OIT
Note : Taux d'emploi par secteur en % de l'emploi total.

43 La productivité du travail est plus élevée dans le secteur des services, mais elle a stagné au cours des 20 dernières années

Productivité du travail par secteur (unité monétaire locale constante)

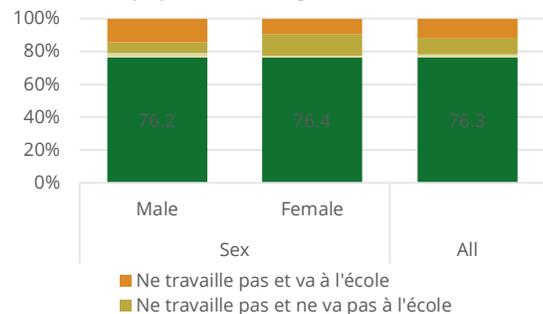


Source : Indicateurs de développement mondial 2020.

L'accès des femmes et les jeunes au marché du travail

44 Les femmes sont deux fois plus inactives que les hommes

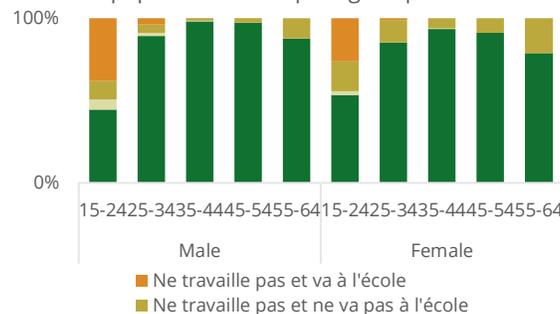
Profil de travail et de scolarité au sein de la population en âge de travailler



Source : EHCVM 2018-2019

45 Les jeunes sont généralement sans activité, plus que le reste de la population

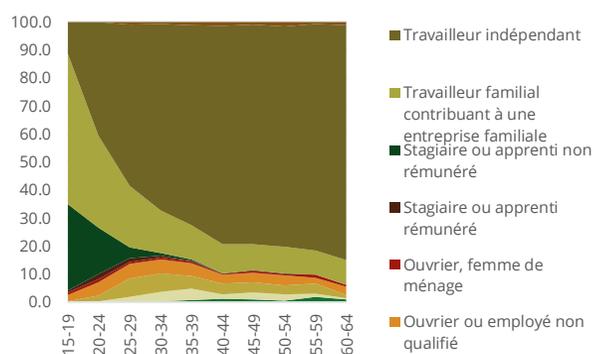
Profil de travail et de scolarité au sein de la population active par âge et par sexe



Source : EHCVM 2018-2019

46 L'âge affecte les catégories d'emploi

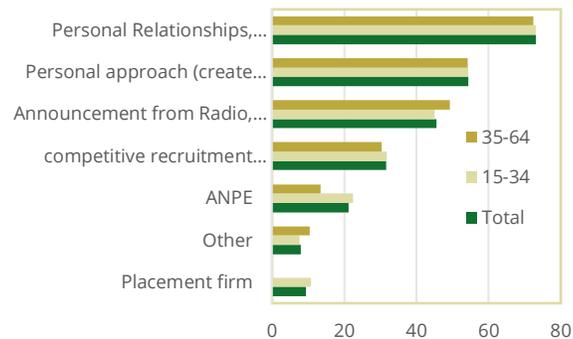
Catégorie de travail par groupe d'âge (%)



Source : EHCVM 2018-2019

47 La plupart des gens trouvent un emploi grâce à des contacts personnels

Les moyens de trouver un emploi en %.



Source : EHCVM 2018-2019

2.3.2 Les femmes et les jeunes sont confrontés à des obstacles plus contraignants quand ils entrent sur le marché du travail

L'entrée dans la vie active est plus difficile pour les femmes et les jeunes que pour les hommes adultes : 13,4 % des femmes en âge de travailler sont inactives (ne travaillent pas et ne sont pas scolarisées), contre seulement 6,6 % des hommes en âge de travailler. L'écart entre les sexes en matière d'inactivité diminue avec l'âge, ce qui suggère qu'il est lié à l'âge de la reproduction pour les femmes, et qu'il s'estompe avec le temps pour les hommes. De 25 à 55 ans, l'inactivité dans la population masculine en âge de travailler est très limitée.

Les jeunes se tournent vers le travail indépendant en vieillissant. Les jeunes quittent progressivement les postes non rémunérés pour occuper des emplois plus productifs entre 20 et 30 ans, abandonnant le plus souvent les postes de stagiaires ou d'apprentis et l'entreprise familiale non rémunérée pour le travail indépendant. Comme dans de nombreuses autres économies en développement, la plupart des travailleurs sont indépendants car ils n'ont pas d'choix. En fait, la plupart des groupes d'âge et des sexes font état de stratégies similaires lors de la recherche d'un emploi : la majorité de la population ayant recours aux relations personnelles, puis à l'autonomie, notamment pour créer sa propre entreprise. Le schéma de l'emploi par âge suggère que les jeunes qui ne parviennent pas à trouver un emploi salarié adéquat au cours des premières années de leur vie active se tournent plus tard vers l'activité indépendante comme deuxième meilleure option.

Cela met en évidence deux stratégies possibles pour soutenir une meilleure création d'emplois et une croissance de la productivité du travail : (1) améliorer les possibilités de gain en soutenant le secteur privé formel et en soutenant activement la main-d'œuvre par le biais de formations et d'options de recherche (notamment, les jeunes s'appuient principalement sur l'Agence nationale pour l'emploi - ANPE, pour leur recherche) ; et (2) améliorer le rendement du travail des indépendants avec des politiques similaires mais axées sur le secteur ([Fields 2019, encadré 2.6](#)).

Les jeunes et les femmes sont plus susceptibles d'être sous-employés

En 2015, 72 % de la population active était sous-employée - principalement des femmes jeunes et rurales

Au Bénin, le phénomène du sous-emploi est le plus sérieux lorsqu'on le considère sous l'angle des revenus, puisque les individus gagnent moins que le salaire minimum (SMIG), qui équivaut approximativement au seuil de pauvreté.

Le pourcentage de personnes employées gagnant moins que le salaire minimum diminue avec l'âge : les jeunes (15-34 ans) sont beaucoup plus susceptibles de gagner moins que le salaire minimum que les personnes plus âgées.

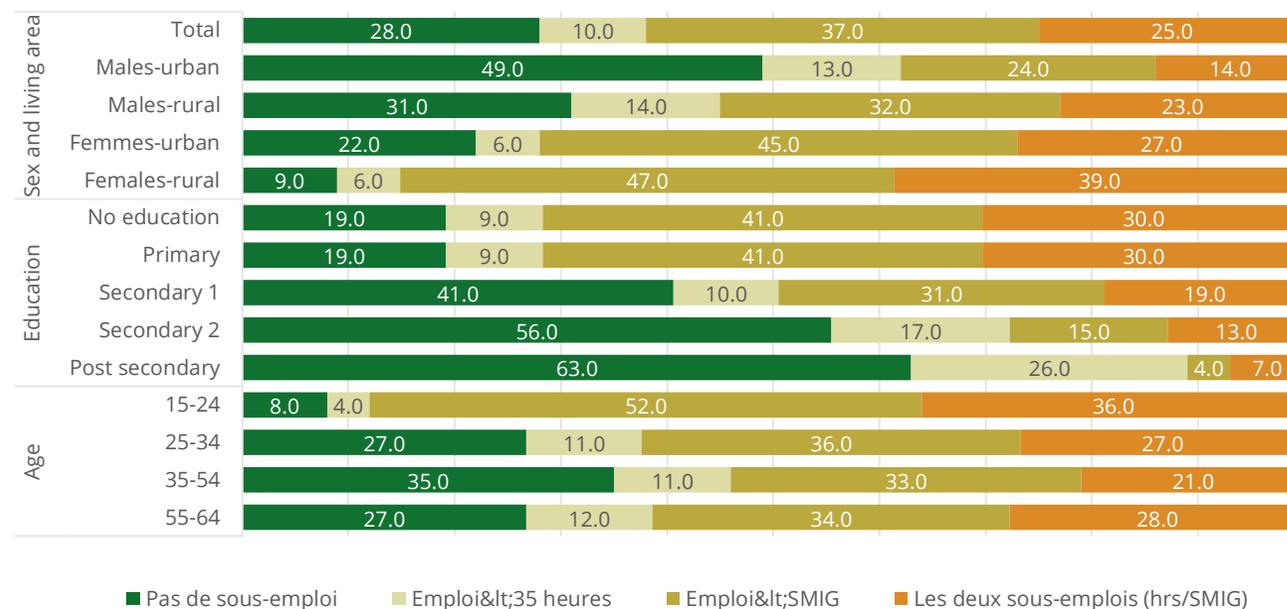
Il diminue également à mesure que le niveau d'éducation augmente : 81 % de la population active béninoise n'ayant aucune éducation ou seulement une éducation primaire est sous-employée, contre seulement 37 % de celle ayant une éducation post-secondaire.

Les femmes sont plus de deux fois plus susceptibles d'être sous-employées et sont beaucoup plus vulnérables au sous-emploi dans les zones rurales, par rapport aux hommes.

48

Plus de 90 % des femmes rurales et des personnes de moins de 25 ans sont sous-employées

Caractéristique du sous-emploi



Source : EMICoV, 2015.

Note : Le graphique affiche des pourcentages représentant le taux de chômage par éducation, sexe, lieu et groupe d'âge. Le SMIG est le salaire minimum (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti - SMIG) qui est de 40 000 francs CFA par mois. Le sous-emploi visible désigne les personnes qui ont un emploi mais travaillent moins de 35 heures par semaine, ou moins de 7 heures par "journée de travail".

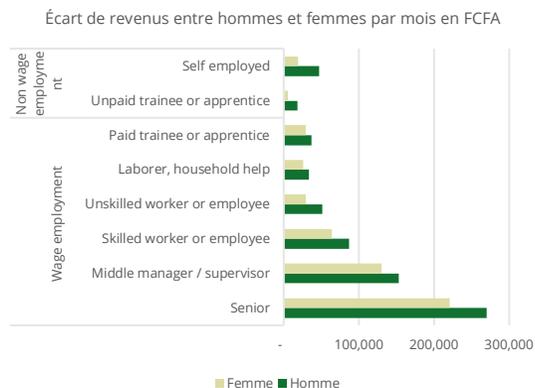
Des inégalités d'accès à l'emploi pour les femmes

49 Les hommes et les femmes ne sont pas impliqués dans le même type d'activités

	Total	Sexe		Zone	
		Homme	Femme	Urbain	Rural
1. Agriculture	38.7	44.1	33.9	21.8	52.0
2. Élevage / pêche	2.3	4.0	0.8	1.5	2.9
3. Extr. Industries	0.5	0.7	0.3	0.4	0.6
4. Autres industries	14.4	9.1	19.2	16.4	12.8
5. Construction	3.5	7.2	0.1	4.3	2.9
6. Service	40.6	34.9	45.7	55.6	28.9
6.1. Commerce	41.7	23.1	54.4	40.7	43.3
6.2. Restaurant/hôtel	12.7	2.4	19.7	11.3	14.7
6.3. Transport	9.9	24.0	0.4	10.8	8.6
6.4. Éducation/santé	8.7	15.2	4.3	9.5	7.5
6.5. Services aux particuliers	17.5	16.9	18.0	15.8	20.2
6.6. Autres services	9.5	18.6	3.3	12.0	5.7

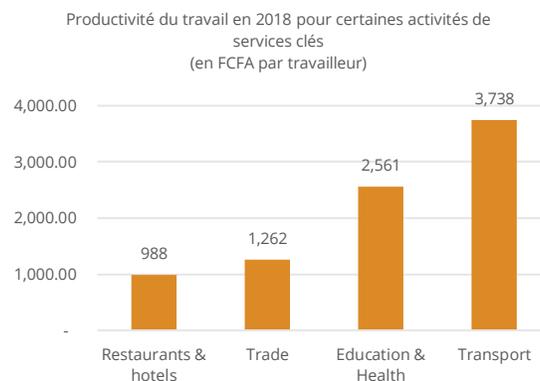
Source : EHCVM 2018; Notes : Part de la population active laborieuse par type d'activité.

50 Les écarts de revenus entre hommes et femmes sont plus importants pour les indépendants



Source : EHCVM, 2018.

51 La productivité du travail est plus faible dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre féminine



Les inégalités sont plus importantes pour les femmes en général

Il existe de grandes inégalités entre les sexes sur les marchés du travail, les femmes obtenant systématiquement des salaires inférieurs, quels que soient le niveau de qualification et le secteur. Les inégalités sur les marchés du travail reflètent les différences de dotations (les femmes ont en moyenne un niveau d'éducation inférieur à celui des hommes), les obstacles à l'entrée en raison des normes sociales et des choix reproductifs (section 2.1), et la discrimination sur le marché du travail. Le travail à domicile crée également des désavantages importants pour les femmes qui souhaitent participer aux marchés du travail ([annexe 4](#)).

Les femmes sont principalement employées dans le secteur des services. Bien qu'il s'agisse du secteur le plus productif, les femmes ont tendance à être employées dans des activités qui sont deux à trois fois moins productives que celles des hommes. Par exemple, elles sont principalement employées dans le commerce et l'hôtellerie, tandis que les hommes sont surreprésentés dans les services d'éducation et de santé et les services de transport - deux secteurs qui affichent la productivité du travail et les salaires les plus élevés. Les écarts de productivité entre hommes et femmes étaient de 19 % dans l'agriculture et de 54 % dans le secteur des services (Petreski 2021). À tous les niveaux, du plus peu qualifié au plus expérimenté, dans les emplois salariés et non salariés, les femmes gagnent moins que les hommes.

Les simulations (dans la [section 2.1](#)) suggèrent que la réduction de l'écart entre les sexes dans le secteur des services pourrait entraîner des gains économiques importants à court et moyen terme. D'ici 2025, les niveaux de PIB réel pourraient augmenter de 10,8 % par rapport au scénario de référence, les gains diminuant progressivement de moitié d'ici 2035. Globalement, à la fin de la période de simulation, la croissance annuelle moyenne du PIB serait en hausse de 0,14 % par rapport au scénario de référence. Les politiques pourraient varier, notamment en stimulant les emplois salariés du secteur privé dans les secteurs des services par l'amélioration du climat des affaires ou l'expansion des exportations de services (chapitre IV), tout en veillant à améliorer la capacité des femmes à accéder à ces emplois.

Encadré 2.6 Interventions sur le marché du travail pour les indépendants

Deux groupes de mesures politiques bénéfiques peuvent soutenir les indépendants : 1) celles qui augmentent les rendements des indépendants dans leurs activités et secteurs actuels ; et 2) celles qui aident les indépendants à faire la transition vers de nouvelles activités salariées mieux rémunérées. Certains exemples de réussite sont examinés ci-dessous à partir de [Fields \(2019\)](#) :

- 1. Concentrer la croissance économique sur l'amélioration des possibilités de gain des pauvres : L'expérience de l'Asie de l'Est.** Dans toute l'Asie de l'Est, les voies de la croissance suivies par le Japon, puis par les tigres asiatiques (Hong Kong, Taïwan, Singapour et Corée du Sud), puis par les oursons asiatiques (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande), et enfin par la Chine et le Vietnam, ont amélioré les conditions des travailleurs en axant la fabrication non seulement sur le marché intérieur mais aussi sur les exportations. Les travailleurs indépendants ont bénéficié de cette croissance économique en restant indépendants et en participant à la chaîne d'approvisionnement en expansion, en étant embauchés dans des emplois salariés et en profitant de programmes gouvernementaux qui leur étaient auparavant inaccessibles ou inabordables. La croissance des revenus du travail s'est étendue au-delà des secteurs manufacturiers ciblés dans ces pays, aux salariés et aux indépendants dans l'agriculture et les services.
- 2. Créer des emplois non agricoles : La loi nationale indienne sur la garantie de l'emploi rural.** La loi nationale indienne sur la garantie de l'emploi rural, mise en place dans les districts ruraux de l'Inde, permet à tous les ménages ruraux de bénéficier de la garantie de l'emploi. Les participants au programme comprenaient les travailleurs indépendants, les travailleurs des entreprises familiales et les travailleurs journaliers. Le programme a permis d'augmenter considérablement les revenus du travail des travailleurs ruraux.
- 3. Former des personnes pour un emploi salarié : Le programme Bécate du Mexique.** Une façon d'aider les travailleurs indépendants est de les doter des compétences nécessaires pour occuper les emplois vacants. Le gouvernement mexicain a créé le programme de formation professionnelle *Bécate* pour permettre aux employeurs d'offrir une formation aux compétences dont ils ont besoin. Le gouvernement ne prescrit pas ces compétences - ce sont les employeurs qui le font - et la formation est proposée dans des domaines spécifiques, tels que la réparation des systèmes de climatisation et le tournage. Parmi les bénéficiaires, on trouve d'anciens travailleurs indépendants qui ont pu passer d'un emploi indépendant mal rémunéré à un emploi salarié mieux rémunéré.
- 4. Rendre le microcrédit abordable : Le modèle des groupes d'entraide de l'Andhra Pradesh.** Dans tous les pays en développement, les travailleurs indépendants seraient prêts à investir dans de nombreuses activités potentiellement rentables s'ils pouvaient obtenir un crédit abordable. Mais dans la plupart des pays, ils sont confrontés à des taux d'intérêt exorbitants : 10 % par mois dans une grande partie du monde en développement, 40 % par mois aux Philippines, et 4,7 % par jour à Chennai, en Inde. Dans l'État indien de l'Andhra Pradesh, qui compte 80 millions d'habitants, le gouvernement a pris des mesures pour remédier à cette situation en mettant en place un programme permettant aux banques de prêter à des groupes de femmes, plutôt qu'à des femmes individuelles, auxquelles elles facturent 12 % d'intérêts par an. Le gouvernement de l'État offre aux emprunteurs un incitatif de remboursement rapide, qui leur donne une subvention de 9 points de pourcentage s'ils remboursent leurs prêts à temps, ce qui réduit leur taux d'intérêt effectif à 3 % par année.



La croissance prévue de la population en âge de travailler nécessite que le marché du travail crée meilleurs emplois

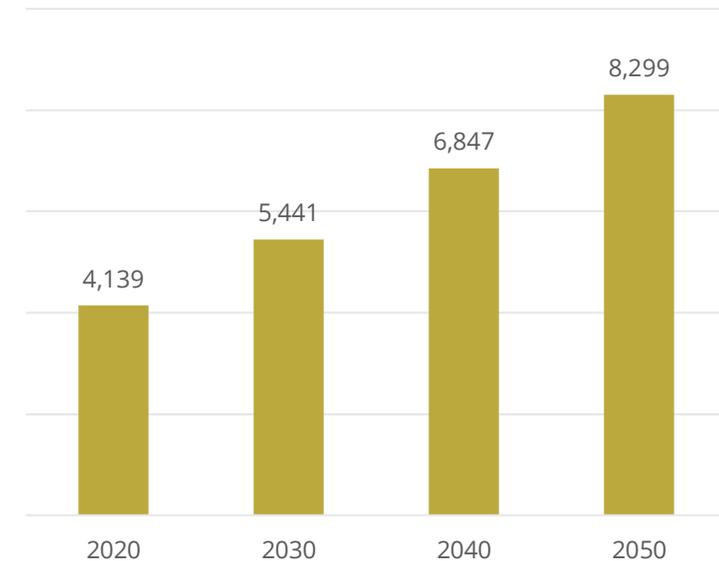
Au cours des prochaines décennies, le marché du travail béninois sera soumis à une pression croissante, car quatre millions de travailleurs devraient s'ajouter à la population active d'ici 2050 en raison de la croissance démographique.

Aujourd'hui, le marché du travail compte 4 millions de jeunes âgés de 15 à 34 ans. Ce chiffre doublera pour atteindre 8 millions d'ici 2050.

En moyenne, 140 000 jeunes supplémentaires entreront sur le marché du travail chaque année au cours des 30 prochaines années. Il sera essentiel de leur offrir des emplois bien rémunérés pour garantir leurs moyens de subsistance et, à terme, récolter les fruits du dividende démographique.

Les programmes soutenant l'insertion sur le marché du travail ou l'augmentation de la productivité de la population active devraient jouer un rôle crucial dans l'amélioration de la qualité des emplois sur le marché du travail existant. Le soutien à la compétitivité du secteur privé (voir chapitre IV) est une voie complémentaire.

Nombre de jeunes (15-34 ans) attendus sur le marché du travail du Bénin chaque année (en milliers)



Source : Indicateurs de développement mondial 2020.

Note : Le graphique indique le nombre de jeunes sur le marché du travail en 2050 avec un taux de fécondité moyen.

2.3.3 Les politiques actives du marché du travail sont-elles en train de combler ces failles ?

Les gouvernements se sont engagés depuis longtemps dans une variété de politiques actives du marché du travail (PAMT) qui interviennent directement sur le marché du travail dans le but de générer des opportunités d'emploi plus nombreuses et meilleures pour les travailleurs. Il s'agit par exemple des programmes de formation qui visent à accroître les compétences de l'offre de main-d'œuvre, des subventions salariales qui visent à augmenter la demande de main-d'œuvre des entreprises, et de l'aide à la recherche d'emploi et à l'appariement qui vise à mieux permettre aux entreprises et aux travailleurs de se trouver et de contracter entre eux ([McKenzie 2017](#)).

Il existe de nombreux programmes d'appui à l'insertion sur le marché du travail ou à l'augmentation de la productivité du travail au Bénin, et plus récemment le gouvernement a adopté de nouveaux documents et orientations stratégiques pour répondre aux limites du marché du travail. Le gouvernement a récemment adopté de nouveaux documents et orientations stratégiques pour faire face aux limites du marché du travail, notamment la nouvelle **stratégie pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) (2020-2025)** et la **politique nationale de l'emploi (PNE) (2020-2025)**.

La stratégie d'EFTP se concentre sur les six secteurs prioritaires à fort potentiel de création d'emplois, à savoir (i) l'économie numérique, (ii) l'agriculture, (iii) le tourisme et la culture, (iv) la construction/infrastructure, (v) les transports, l'énergie et les mines, et (vi) les métiers artisanaux qui sont actuellement très peu couverts par les programmes d'enseignement existants.

Le PEN a trois objectifs spécifiques : (i) accroître l'employabilité des étudiants sortant du système éducatif ; (ii) réduire le sous-emploi et le chômage ; et (iii) améliorer la performance et le cadre institutionnel de la gouvernance et de la gestion du secteur de l'emploi. L'opérationnalisation du PEN repose sur la création d'*unités locales de promotion de l'emploi* dans les municipalités. Elle repose également sur l'ajustement des politiques macroéconomiques et sectorielles qui, à l'heure actuelle, sont très peu axées sur les programmes du marché du travail.



La stratégie d'EFTP, adoptée en décembre 2020, met l'accent sur le lien entre la formation et l'emploi pour une meilleure inclusion des jeunes. Elle utilise une approche en trois volets :

- Aligner la formation sur la demande de compétences du marché du travail
- Promouvoir des liens et des partenariats solides avec le secteur privé formel
- Renforcer la coordination entre les secteurs prioritaires

Les PAMT et les programmes de protection sociale

52 Nombre de programmes par catégories de protection sociale

Catégories	Actif	Fermé	Total
Programmes du marché du travail	11	3	14
Mesures de politique du marché du travail (programmes actifs de LM)	11	3	14
Soutien à l'esprit d'entreprise / incitations à la création d'entreprise (subventions en espèces et en nature, microcrédit)	4	1	5
Mesures de politique du marché du travail (programmes actifs de LM)	2		2
Services du marché du travail, y compris l'intermédiation (PSE)	1		1
Autres programmes actifs du marché du travail	1		1
Formation (professionnelle, compétences de vie, argent contre formation)	3	2	5
Aide sociale	6	3	9
Transferts conditionnels en espèces	1	1	2
les transferts monétaires conditionnels	1	1	2
Dispenses de frais et subventions ciblées	4	1	5
Subventions aux intrants agricoles	4	1	5
Transferts monétaires inconditionnels	1	1	2
Programme de réduction de la pauvreté	1	1	2
Total	17	6	23

53 Programmes productifs et du marché du travail par groupes cibles

Groupe cible des programmes de travail par catégorie	GROUPE CIBLE			
	Extrêmement pauvre, presque pauvre	Âge de travail	Jeunes	Total
PROGRAMMES DU MARCHÉ DU TRAVAIL	1	4	9	14
Soutien à l'esprit d'entreprise / incitations à la création d'entreprise (subventions en espèces et en nature, microcrédit)	1	2	2	5
Services intermédiaires		1	2	3
Autres programmes actifs du marché du travail		1		1
Formation (professionnelle, compétences de vie, argent contre formation)			5	5
L'AIDE SOCIALE	4	5		9
les transferts monétaires conditionnels	2			2
les transferts monétaires conditionnels	2			2
Dispenses de frais et subventions ciblées		5		5
Subventions aux intrants agricoles		5		5
Transferts monétaires inconditionnels	2			2
programme de réduction de la pauvreté	2			2
TOTAL	5	9	9	23

Source : Données recueillies par les auteurs ; Note : les tableaux indiquent le nombre de programmes favorisant l'entrée sur le marché du travail ou l'augmentation de la productivité.

Il existe un nombre relativement important nombre de programmes PAMT ; cependant, si un tiers d'entre eux ciblent les jeunes, aucun ne cible les femmes en particulier.

De nombreux programmes soutiennent directement ou indirectement le développement et la participation au marché du travail. Entre 2015 et 2020, il y avait 23 programmes de travail, dont 17 sont encore actifs. Les programmes les plus courants sont le soutien à l'entrepreneuriat, la formation et les subventions aux intrants agricoles. Seuls 3 programmes sont des services intermédiaires et des mesures de politique du marché du travail. La plupart des autres programmes traitent des contraintes auxquelles est confronté le secteur informel (donc principalement les indépendants) : accès au financement et au capital, accès aux fournitures et aux matières premières, et accès aux compétences.

Peu de programmes apportent un soutien aux individus les plus pauvres par le biais de transferts monétaires conditionnels et inconditionnels. La moitié de ces programmes sont mis en œuvre par des agences gouvernementales (Fonds National de l'Emploi et de la Jeunesse (FNPEJ), Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE), Fonds de Développement de la Formation Professionnelle continue et de l'Apprentissage (FODEFCA), le Fonds National de la Microfinance (FNM). Le reste est mis en œuvre par les unités de mise en œuvre des projets. Cette liste ne comprend pas les formations ARCH et le système Azoli - deux programmes de formation importants qui seront mis en œuvre en 2021.

Un tiers des programmes ciblent spécifiquement les jeunes, mais aucun ne s'adresse spécifiquement aux femmes. Près de la moitié des programmes ciblent la population en âge de travailler, un tiers ciblant spécifiquement les jeunes. 20 programmes ciblent les travailleurs du secteur informel ou les chômeurs. Seuls les services intermédiaires et les autres programmes actifs du marché du travail offrent des services en relation avec le secteur formel. Aucun des programmes observés ne cible les femmes, malgré leur taux de participation beaucoup plus faible et les importantes barrières à l'entrée.

Le nombre de bénéficiaires est trop faible pour répondre aux besoins

Les programmes de soutien à l'esprit d'entreprise et les subventions aux intrants agricoles ont la plus grande couverture.

Les plus grands programmes de politique du marché du travail sont liés au soutien à l'entrepreneuriat, le programme de microcrédit du Fond National de Microfinance (FNM) pour les plus pauvres étant le plus important chaque année.

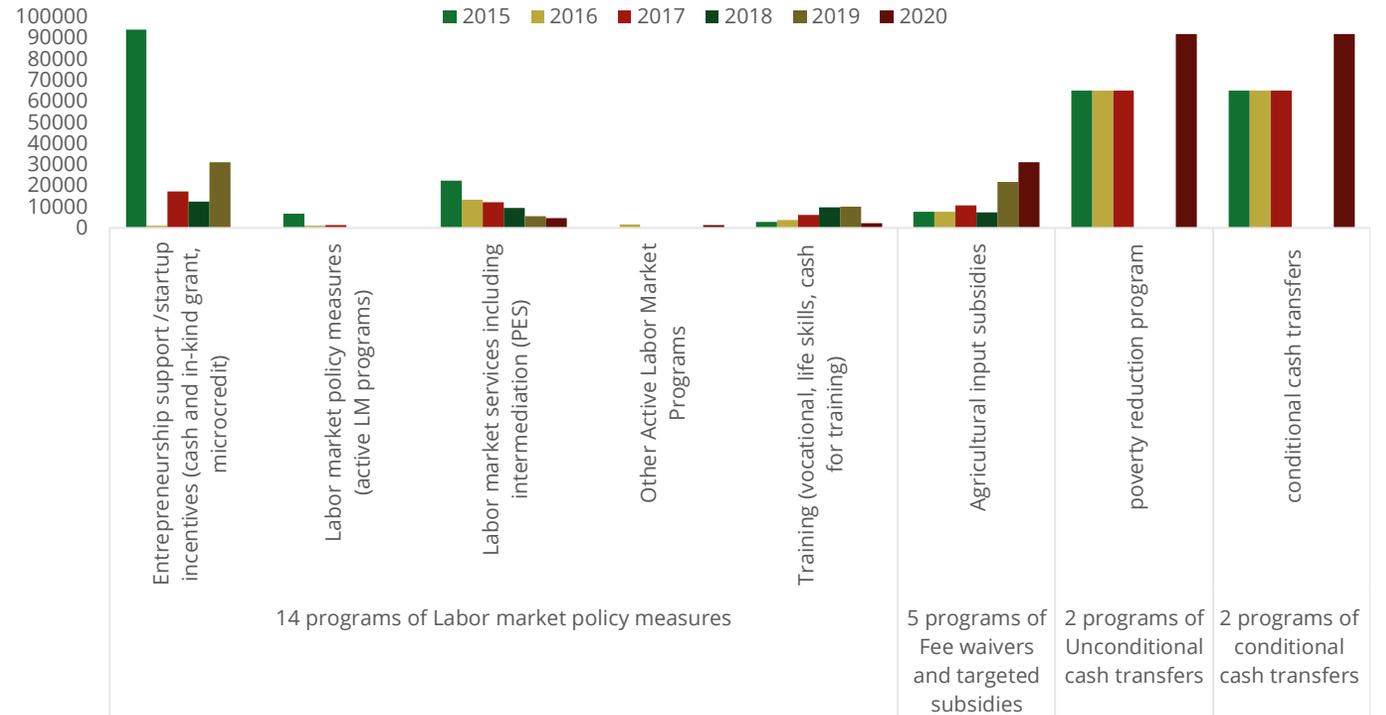
Les autres programmes restent relativement marginaux. Les programmes de formation ne dépassent pas 10 000 bénéficiaires individuels par an, alors qu'il y a plus de 4 millions de jeunes sur le marché du travail, dont près de la moitié n'ont pas d'instruction.

Les filets de sécurité sont sous-développés, avec des programmes de transferts monétaires conditionnels et inconditionnels couvrant les mêmes bénéficiaires (c'est-à-dire que le transfert est conditionnel à certaines périodes de l'année).

Compte tenu de la forte incidence du sous-emploi, la couverture relative des programmes nécessite de fortes améliorations.

54

La couverture (en nombre de bénéficiaires) a diminué au fil du temps.



Source : Données collectées par les auteurs

Note : le tableau indique le nombre de bénéficiaires de programmes favorisant l'entrée sur le marché du travail ou l'augmentation de la productivité.

Le financement national des programmes d'insertion sur le marché du travail et d'aide sociale peut être augmenté.

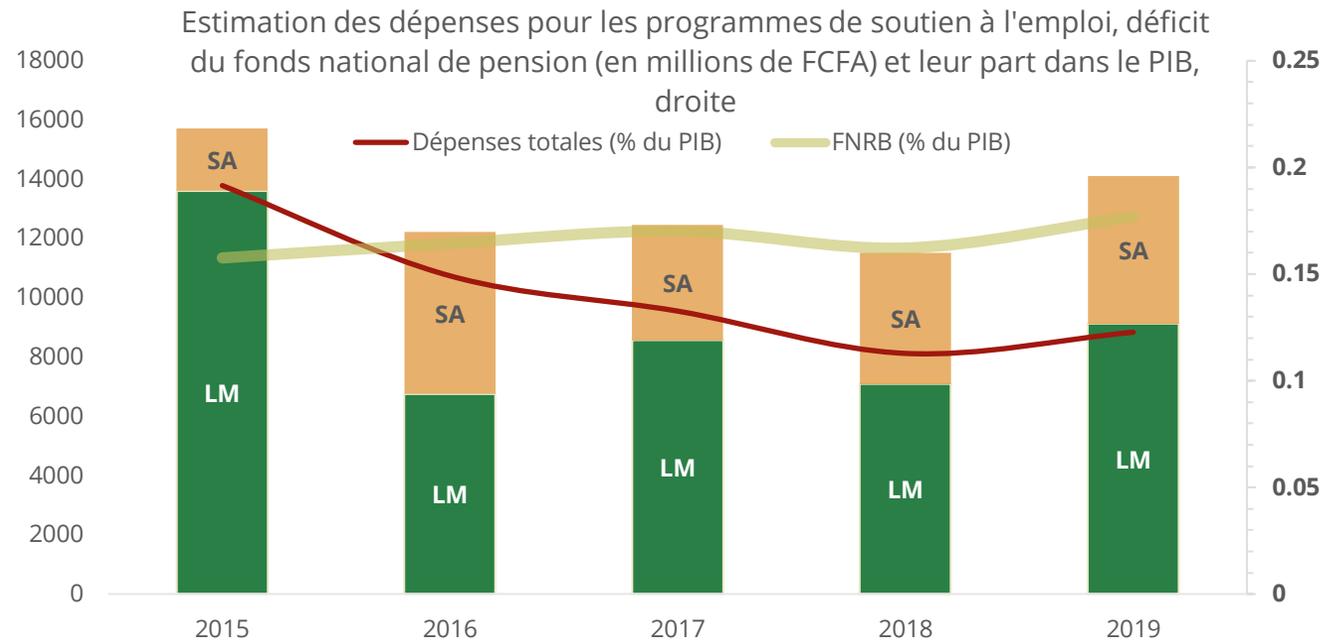
Les dépenses consacrées à l'aide sociale et aux programmes du marché du travail représentent moins de 0,15 % du PIB

Sur les 23 programmes examinés, en moyenne entre 2015 et 2019, les PAMT et les programmes d'aide sociale ont représenté 0,12 % du PIB dans les dépenses publiques totales. Cette part est faible, mais comparable à celle des pays de la région où l'assistance sociale et les PAMT sont naissants et traditionnellement financés par des donateurs. Par exemple, en Côte d'Ivoire, toutes les PAML représentaient 0,06 % du PIB en 2016. Cela reste néanmoins trop faible et une augmentation d'échelle sera nécessaire pour relever les défis de l'avenir. Les [pays de l'OCDE](#) ont dépensé entre 0,25 % du PIB (États-Unis) et 3 % du PIB (Danemark) dans ce secteur en 2018.

Avec environ 140 000 jeunes qui devraient entrer sur le marché du travail chaque année, il en coûterait près de 140 millions de dollars par an (soit 77 milliards de francs CFA par an) pour offrir un soutien à l'entrepreneuriat à tous les nouveaux arrivants sur le marché du travail (sept fois le montant actuel).

55

Les programmes du marché du travail requièrent de meilleurs financements



Données collectées par les auteurs

Note : Le graphique montre les dépenses estimées des programmes soutenant l'entrée sur le marché du travail ou l'augmentation de la productivité et leur part du PIB, ainsi que la part des dépenses totales du Fonds National des Retraites (FNRB) en tant que part du PIB. SA signifie programmes d'assistance sociale et LM signifie programmes du marché du travail.

OPTIONS POLITIQUES

2.4

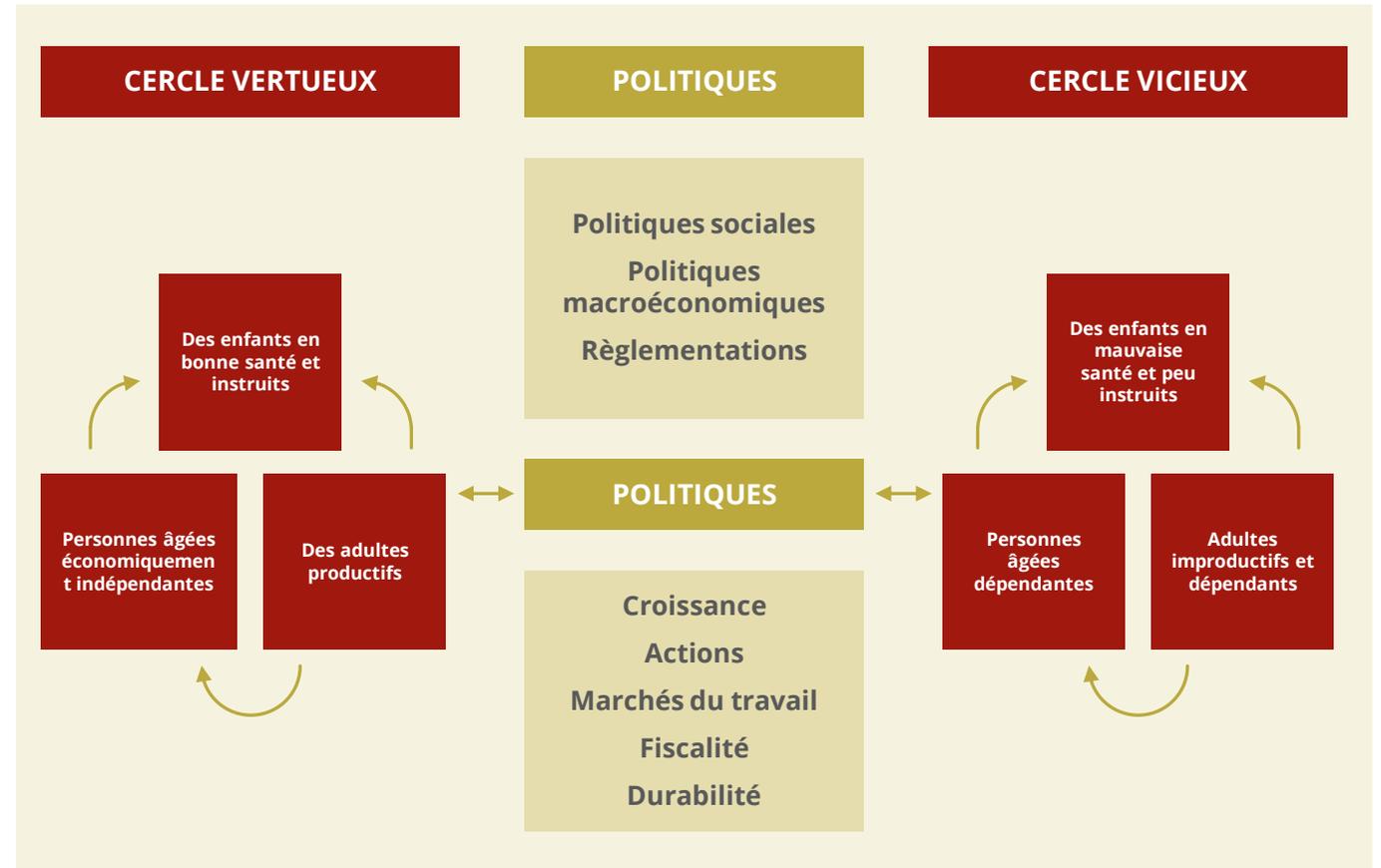
Pour tirer parti du dividende démographique, il faut de solides politiques sociales

La transition démographique peut tout autant amplifier les effets des bonnes que des mauvaises politiques

La transition démographique peut permettre au pays d'entrer soit dans un cercle vertueux (dividende démographique), soit dans un cercle vicieux. Pour récolter les fruits du dividende démographique, le pays devrait anticiper et investir dans des politiques sociales et macroéconomiques fortes.

Les politiques du marché du travail au Bénin devraient viser l'un des deux objectifs clés suivants : augmenter la productivité et la protection du stock existant de travailleurs ; ou transformer l'économie pour créer de bons emplois productifs.

Les "bonnes politiques" englobent un large éventail de domaines allant de la stabilité macroéconomique à l'amélioration du climat des affaires, en passant par la santé et les droits en matière de procréation, l'amélioration du capital humain pour les filles et les garçons, et la mise en œuvre de politiques actives du marché du travail pour des groupes ciblés. Les recommandations politiques compilées se concentrent sur les 9 principales options politiques et ne sont pas destinées à être exhaustives. Elles visent des priorités spécifiques liées à la réduction de la fécondité et à la participation des femmes et des jeunes au marché du travail.



Source : *Forever Young*, Banque mondiale, 2016

Principales options de politiques (1/2)

	Calendrier de mise en œuvre	Coûts fiscaux
Réduire les taux de fécondité pour accélérer la transition démographique		
<p>1. Augmenter l'accès aux services de planification familiale. Adopter les décrets d'application de la loi sur la santé sexuelle et reproductive de 2003, qui renforce la planification, le financement et la formation pour un accès global à la santé sexuelle et reproductive, y compris la planification familiale.</p>	Court terme	Faibles
<p>2. Renforcer le cadre institutionnel et de planification autour du genre. Créer une nouvelle agence chargée de s'attaquer aux écarts entre les sexes afin de coordonner les activités des différents ministères et d'élaborer une stratégie claire. Certains pays ont créé avec succès un ministère des femmes à cette fin. Les mécanismes de budgétisation tenant compte de la dimension de genre peuvent également favoriser l'identification des questions de genre et garantir un budget dans tous les ministères.</p>	Court à moyen terme	Faibles
<p>3. Promouvoir les connaissances des femmes et des hommes en matière de santé reproductive en i) proposant des séances d'information sur la santé reproductive dans tous les programmes et services ciblant les jeunes et ii) en développant les activités ludo-éducatives. L'accès à l'information sur la santé reproductive est essentiel pour réduire la fécondité et son inclusion systématique dans les grands programmes ciblant les jeunes a fait ses preuves. Par exemple, les séances d'information sur la santé reproductive devraient être obligatoires dans les programmes scolaires, intégrées dans les programmes de formation ou dans les programmes sportifs et culturels. Des programmes ludo-éducatifs sur la santé reproductive peuvent être développés et diffusés à l'échelle nationale (comme en Afrique du Sud, au Malawi, au Cameroun, au Zimbabwe). Les outils d'information développés dans le cadre du projet SWEDD peuvent être utilisés à cette fin.</p>	Moyen terme	Moyens
<p>4. Augmenter l'éducation secondaire des filles en offrant des subventions scolaires ou des transferts d'argent. Les options politiques comprennent des interventions telles que des subventions aux écoles (pour fournir des kits scolaires, des manuels, des produits menstruels, etc.) ou des transferts d'argent liquide pour maintenir les filles à l'école (comme au Malawi). Si l'accès au premier niveau de l'enseignement secondaire est gratuit pour les filles, tout l'enseignement secondaire pourrait être rendu gratuit dans les zones rurales, comme l'envisage actuellement le programme d'éducation 2021-2026. D'autres incitations par le biais de transferts d'argent, s'appuyant sur la finalisation du Registre social unifié, peuvent être envisagées.</p>	Court à moyen terme	Élevés

Notes : court terme (1 an) ; moyen terme (2-3 ans) ; long terme (+3 ans) ; les coûts budgétaires sont estimés comme étant faibles : abordables dans le cadre de la structure actuelle des dépenses ; moyens : nécessitent une réaffectation budgétaire ; élevés : nécessitent une réforme plus approfondie, des sources de financement et une mobilisation des recettes intérieures.

Principales options de politiques (2/2)

Calendrier de mise en œuvre

Coûts fiscaux

Augmenter la productivité du secteur informel

5. **Interventions de formation axées sur le développement de l'esprit d'entrepreneurial.** Des approches innovantes, notamment des formations sur mesure axées sur la motivation et les aspirations personnelles, l'état d'esprit axé sur la croissance, l'organisation et l'efficacité personnelle, les compétences en matière de réseautage et d'autres compétences "douces" similaires, ont montré des effets significatifs et solides sur les performances des entreprises, notamment des très petites entreprises. Les modèles de rôle, l'apprentissage par les pairs et le mentorat fourni par les propriétaires d'entreprise avec des informations localisées et personnalisées se sont également avérés plus efficaces et moins coûteux que les programmes de mentorat généraux.
6. **Intégrer et élargir les programmes du marché du travail.** Pour accroître l'efficacité et la durabilité, les programmes du marché du travail devraient être consolidés en un nombre réduit de programmes plus importants. Compte tenu du nombre d'entrées sur le marché du travail chaque année et de la proportion de sous-emploi dans la population active, il est nécessaire d'augmenter le budget et la couverture de ces programmes.

Moyen terme

Moyens

Moyen terme

Élevés

Accroître l'accès des femmes et des jeunes à des emplois de qualité

7. **Développer les crèches publiques ou les crèches subventionnées dans les infrastructures privées par le biais de bons d'achat ou de programmes de transfert d'argent.** Les services de garderie au Bénin sont limités. Malgré les mécanismes traditionnels et le recours important aux membres de la famille pour s'occuper des jeunes enfants, la prise en charge des jeunes enfants constitue un obstacle aux activités productives des femmes et au développement socio-émotionnel des enfants. Les programmes soutenant le développement des services de garde d'enfants (dans le secteur public ou privé) par le biais de subventions pour la garde d'enfants ont montré de bons résultats au Kenya et au Burkina Faso sur l'emploi des femmes.
8. **Les interventions axées sur les principales contraintes auxquelles sont confrontées les femmes entrepreneurs, telles que le manque d'informations, le manque d'actifs et le déséquilibre des responsabilités au sein du foyer, pourraient contribuer à réduire l'écart de rémunération entre les sexes.** Les programmes qui améliorent l'accès aux réseaux professionnels (féminins), qui fournissent des modèles et qui augmentent les aspirations, se sont avérés efficaces pour favoriser des choix de carrière et de gestion plus rentables pour les femmes, y compris en tant qu'entrepreneurs. Il est prouvé que les femmes, plus que les hommes, bénéficient des programmes axés sur les subventions en nature et en espèces importantes et sur l'accès à l'épargne, probablement parce que les femmes sont plus limitées dans leur capacité à gérer les finances de manière indépendante.
9. **Augmenter la couverture de la formation technique et professionnelle (formation initiale et formation en cours d'emploi) dans le secteur informel pour les jeunes et les femmes en augmentant le financement des programmes CQP et CQM.** Les politiques du Bénin pour développer la formation technique et professionnelle dans le secteur informel sont parmi les plus développées de la région. Le Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) et la Certification de Qualification de Métiers (CQM) sont d'excellents moyens de reconnaître les compétences acquises en apprentissage dans le secteur informel. Cependant, leur financement est limité et repose principalement sur les fonds des donateurs. Des ressources supplémentaires devraient être engagées dans le budget national afin de renforcer le soutien aux compétences via le secteur informel pour les jeunes non scolarisés et les femmes actives.

Moyen terme

Élevés

Moyen terme

Faibles

Moyen terme

Élevés

Notes : court terme (1 an) ; moyen terme (2-3 ans) ; long terme (+3 ans) ; les coûts budgétaires sont estimés comme étant faibles : abordables dans le cadre de la structure actuelle des dépenses ; moyens : nécessitent une réaffectation budgétaire ; élevés : nécessitent une réforme plus approfondie, des sources de financement et une mobilisation des recettes intérieures.

RÉFÉRENCES

- Abuja Declaration on HIV/AIDS, Tuberculosis and Other Related Infectious Diseases. African Summit on HIV/AIDS, Tuberculosis and Other Related Infectious Diseases Abuja, Nigeria, 24-27 April 2001.
- Ahmed, S.A., M. Cruz, B. Quillin, and P. Schellekens. 2016. „Demographic Change and Development. A Global Typology.“ Policy Research Working Paper 7893. World Bank, Washington, D.C.
- Angeles, L. 2010. „Demographic transitions: analyzing the effects of mortality on fertility.“ In: Journal of Population Economics, 23: 99-120.
- Baron, R. A., and D. Byrne. 1981. „Social psychology: Understanding human interaction (3rd ed.).“ Boston: Allyn and Bacon.
- Becker, G. S. 1993. „Human Capital. A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education.“ Third Edition. The University of Chicago Press Books.
- Bongaarts, J. Trends in fertility and fertility preferences in sub-Saharan Africa: the roles of education and family planning programs. Genus 76, 32 (2020). <https://doi.org/10.1186/s41118-020-00098-z>
- Bleakley, H. 2010. „Health, Human Capital, and Development.“ In: Annual Review of Economics, September 2010 (2): 283-310.
- Bloom, D.E. and J.E. Finlay. 2009. „Demographic Change and Economic Growth in Asia“, in: Asian Economic Policy Review, (2009) 4: 45-64.
- Bloom, D. E., D. Canning, G. Fink, and J.E. Finlay. 2009. „Fertility, female labor force participation, and the demographic dividend.“ In: Journal of Economic Growth, (2009) 14: 79-101.
- Bloom, D.E. and J. G. Williamson. 1998. „Demographic Transitions and Economic Miracles in Emerging Asia.“ In: The World Bank Economic Review, 12 (3): 419-55.
- Bruni, L. M., J. Rigolini, and S. Troiano. 2016. „Forever Young?: Social Policies for a Changing Population in Southern Africa.“ World Bank, Washington, DC.
- Cochrane, S.H. 1979. „Fertility and Education: What Do We Really Know? Johns Hopkins University Press.
- Cutler, D., A. Deaton, and A. Lleras-Muney. 2006. „The Determinants of Mortality.“ In: Journal of Economic Perspectives, 20 (3): 97-120.
- DeCicca, P. and H. A. Krashinsky. 2020. „Do Differences in School Quality Generate Heterogeneity in the Causal Returns to Education?“ NBER Working Paper No. w27089.
- Delprato, M., K. Akyeampong, R. Sabates, and J. Hernandez-Fernandez. 2015. „On the impact of early marriage on schooling outcomes in Sub-Saharan Africa and Southwest Asia.“ In: International Journal of Educational Development, 44: 42-55.
- Godha, D., D.R. Hotchkiss, and A. J. Gage. 2013. „Association between child marriage and reproductive health outcomes and service utilization: a multi-country study from South Asia.“ In: Journal of Adolescent Health, 52 (5): 552-8.
- Government of Benin, Expenditure on education, total (% of GDP) – Benin: <https://data.worldbank.org/indicator/SE.XPD.TOTL.GD.ZS?locations=BJ>
- Hahn, Y., A. Islam, K. Nuzhat, R. Smyth, H.-S. Yang. 2016. „Education, Marriage, and Fertility: Long-Term Evidence from a Female Stipend Program in Bangladesh.“ In: Economic Development and Cultural Change, 66 (2): 383-415.
- Herzer, D., H. Strulik, and S Vollmer. 2012. „The long-run determinants of fertility: one century of demographic change 1900-1999.“ In: Journal of Economic Growth 17: 357-385.
- Jones, K. M. 2013. „Contraceptive supply and fertility outcomes: Evidence from Ghana“ International Food Policy Research Institute.
- Lee, R.D. and D. Mason 2006. „What is the Demographic Dividend.“ In: Finance and Development, 43(3).
- Lerner, G. 1986. „The creation of patriarchy.“ Oxford University Press.

RÉFÉRENCES

National Statistics Office

- INSAE. (1996) First Benin Demographic and Health Survey (DHS-I), 1995-1996.
- INSAE. (2001) Second Benin Demographic and Health Survey (DHS-II), 2001.
- INSAE. (2006) Third Benin Demographic and Health Survey (DHS-III), 2005.
- INSAE. (2011) Fourth Benin Demographic and Health Survey (DHS-IV), 2011.
- INSAE. (2014) General Census of Population and Habitat (Census, IV), 2013.
- INSAE. (2015) Integrated Modular Survey of Household Living Conditions (EMICoV), 2015.
- INSAE. (2017) Benin's Fifth Demographic and Health Survey (EDSB-V), 2017.
- INSAE, ERI-ESI (2018), Integrated Regional Survey on Employment and informal sector (ERI-ESI), Benin, 2018 - FINAL REPORT

IMF. 2020. Benin: Technical Assistance Report-Public Investment Management Assessment. IMF: Washington DC.

Mehrotra, S. 2016. „Realising the Demographic Dividend. Policies to Achieve Inclusive Growth in India.“ Cambridge University Press.

Michaeli, M. and D. Shiro. 2015. „Norm Conformity across Societies.“ In: Journal of Public Economics, 132 (C): 51-65.

Nafukho, F.M., N.R. Hairston, and K. Brooks. 2004. “Human Capital theory: implications for human resource development.” In: Human Resource Development International, 7 (4): 545-551.

Oosthuizen, M. J. 2015. „Bonus or mirage? South Africa's demographic dividend.“ In: The Journal of the Economics of Aging, 5(2015): 14-22.

PASEC 2016. „PASEC 2014 – Performances du système éducatif béninois : Compétences et facteurs de réussite au primaire.“ PASEC, CONFEMEN, Dakar.

PASEC 2020. „PASEC2019 QUALITÉ DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE FRANCOPHONE PERFORMANCES ET ENVIRONNEMENT DE L'ENSEIGNEMENT-APPRENTISSAGE AU PRIMAIRE.“ PASEC, CONFEMEN, Dakar.

Rabbi, A. M. F., S. C. Karmaker, S. A. Mallick, and S. Sharmin. 2012. „Determinants of Birth Spacing and Effect of Birth Spacing on Fertility in Bangladesh.“ Dhaka University Journal of Science, 61(1): 105-110.

Santhya, K.G., U. Ram, R. Acharya, S.J. Jejeebhoy, F. Ram, and A. Singh. 2010. „Associations between early marriage and young women's marital and reproductive health outcomes: evidence from India.“ In: International Perspectives on Sex Reproductive Health, 36 (3): 132-9

Scott, J. and G. and Marshall. 2009. “A Dictionary of Sociology (3 rev. ed.).” Oxford University Press.

Survey on Service Availability and Readiness Assessment - SARA

- SARA (2013), Availability and operational capacity of health services in Benin, DPP/MS
- SARA (2015), Availability and operational capacity of health services in Benin, DPP/MS
- SARA (2018), Availability and operational capacity of health services in Benin, DPP/MS

RÉFÉRENCES

United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2019). World Population Prospects 2019, Online Edition. Rev. 1. [World Population Prospects - Population Division - United Nations](https://population.un.org/wpp/DefinitionOfProjectionVariants/) <https://population.un.org/wpp/DefinitionOfProjectionVariants/>

United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2020). Estimates and Projections of Women of Reproductive Age Who Are Married or in a Union: 2020 Revision. New York: United Nations.

United Nations Development Programme (UNDP). 2020. Human Development Report 2020." United Nations, New York City.

World Bank. 2016. "Development Goals in an Era of Demographic Change. Global Monitoring Report 2015/2016." World Bank, Washington, D.C.

World Bank (2017), Harmonized Surveys on Household Living Conditions in Benin

World Bank (2020), World Development Indicators, New York: Oxford University Press.

World Bank (2020), High Frequency Telephone Survey (ETHF) of Benin Households on the Impacts of COVID-19 (ETHF-COVID-19)

World Bank. 2021. "Benin Gender Assessment." World Bank, Washington, D.C.

Yaya, S., E.K. Odusina, and G. Bishwajit 2019. "Prevalence of child marriage and its impact on fertility outcomes in 34 sub-Saharan African countries." In: BMC International Health and Human Rights, 19 (33).

TERMES ET DÉFINITIONS

Modèle d'équilibre général calculable	Modèle à l'échelle de l'économie qui comprend des règles de comportement pour les agents économiques et qui est utilisé pour évaluer les politiques.
Dividende démographique	Processus de croissance économique accélérée qui peut résulter de l'amélioration de la santé reproductive, d'une baisse rapide de la fécondité et du changement subséquent de la structure d'âge de la population. Ce processus dure généralement de 20 à 30 ans. Avec moins de naissances chaque année, la population en âge de travailler d'un pays augmente par rapport à la jeune population dépendante. Avec plus de personnes dans la population active et moins d'enfants à charge, un pays dispose d'une fenêtre d'opportunité pour la croissance économique si les marchés du travail peuvent générer des opportunités d'emploi de haute qualité.
Rapport de dépendance	Ratio âge-population entre les personnes qui ne font généralement pas partie de la population active (la partie dépendante, âgée de 0 à 14 ans et de 65 ans et plus) et celles qui font généralement partie de la population active (la partie productive, âgée de 15 à 64 ans). Il est utilisé pour mesurer la pression exercée sur la population productive. Un ratio de dépendance plus faible signifie que la main-d'œuvre existante doit fournir moins de soutien aux personnes à charge, ce qui peut se traduire par une meilleure qualité et un accès plus large aux services de développement social tels que la santé et l'éducation.
Hypothèses sur le taux de fécondité	Le scénario moyen suppose des taux de fécondité allant de 4,54 enfants par femme en 2020-2025 à 2,0 enfants par femme en 2095-2100. Le scénario élevé suppose des taux de fécondité allant de 4,79 enfants par femme en 2020-2025 à 2,80 en 2095-2100. Le scénario bas suppose des taux de fécondité allant de 4,29 enfants par femme en 2020-2025 à 1,80 enfant par femme en 2095-2100. Le scénario de fécondité constante suppose le maintien des taux de fécondité actuels de 4,87 entre 2020 et 2100.
Écart entre les sexes	Une disparité relative entre les personnes de sexe différent se reflète dans une variété de secteurs dans de nombreuses sociétés. Il existe des différences entre les hommes et les femmes qui se reflètent dans les réalisations ou les attitudes sociales, politiques, intellectuelles, culturelles, scientifiques ou économiques.
Effectif scolaire brut	Le nombre d'étudiants inscrits dans chaque niveau d'enseignement - indépendamment de l'âge - par la part du groupe d'âge qui correspond officiellement au niveau d'enseignement. Une part supérieure à 100 signifie que le système a également inscrit la population plus âgée et moins âgée dans les établissements d'enseignement primaire en raison d'une scolarisation précoce ou tardive, ce qui inclut également les redoublants.
Informalité	Terme utilisé pour décrire l'ensemble des entreprises, des travailleurs et des activités qui opèrent en dehors du cadre légal et réglementaire ou en dehors de l'économie moderne (Perry et al 2007). Il désigne des activités allant des entreprises légalement constituées aux travailleurs exerçant des activités de subsistance, mais ces dernières sont plus répandues.

TERMES ET DÉFINITIONS

Marchés du travail

Les marchés du travail sont les mécanismes qui permettent d'acheter et de vendre des services de travail. Ils comprennent l'emploi salarié, où les employés vendent des services de travail à un employeur, ainsi que l'emploi indépendant, où les travailleurs vendent des services de travail à eux-mêmes. Les marchés du travail comprennent les activités agricoles et non agricoles.

Population active

La population active est la somme des personnes employées et des chômeurs.

Pré-dividende

Un pays avec un taux de fécondité élevé (supérieur à 4 naissances par femme) qui n'a pas encore connu de réduction du nombre d'enfants par femme.

Normes sociales

Compréhensions informelles ou règles tacites que les individus sont censés respecter et auxquelles ils doivent se conformer dans une société donnée (Scott et Marshall 2009). Elles font souvent référence à des règles encadrant les conduites et les comportements que les membres de la société perçoivent comme étant acceptables ou appropriés (Baron et Byrne 1981). Les sociétés imposent généralement des sanctions aux individus qui s'écartent des normes sociales. Alors que les sociétés strictes mettent l'accent sur l'adhésion complète aux normes sociales dominantes, les sociétés libérales autorisent certaines libertés (Michaeli et Shiro 2015).

Productivité totale des facteurs

Une mesure de l'efficacité productive en ce sens qu'elle mesure la quantité de production pouvant être réalisée à partir d'une certaine quantité d'intrants. La *décomposition standard de Solow* permet d'estimer si le capital ou le travail sont les moteurs de la croissance économique, ou si celle-ci est due à une utilisation plus efficace de ces intrants (estimée comme résiduelle).

L'explosion de la jeunesse

Une structure démographique dans laquelle la part de la population en âge de travailler est plus importante que celle de la population en âge de ne pas travailler en raison de la forme de la pyramide démographique.

ANNEXES

Chapitre II. Comment la transition démographique du Bénin peut-elle bénéficier à la croissance économique ?

Benchmarking - Pairs structurels, aspirationnels et comparaisons régionales

Pour identifier les pays de comparaison du Bénin, l'équipe a combiné les données de l'outil d'analyse des pays avec le contexte local du pays. Une série de critères a été utilisée pour sélectionner les pays (voir Chapitre I).

01 Pairs structurels

Le Togo, le Rwanda et le Sénégal. Ces pays présentent des caractéristiques économiques et structurelles similaires à celles du Bénin.

03 UEMOA & CEDEAO

Les pays de l'UEMOA sont le Bénin, la Guinée-Bissau, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Les pays de la CEDEAO comprennent les pays de l'UEMOA et le Cabo Verde, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Nigeria et la Sierra Leone.

02 Pairs aspirationnels

Le Ghana, le Maroc et le Sri Lanka. Ces pays sont des LMICs qui constituent un bon précédent en matière de développement, puisqu'ils sont partis d'une position similaire à celle du Bénin.

04 Autres catégories

Le Bénin sera également comparé à la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne, des pays à faible revenu (LICs) et des pays à revenu intermédiaire inférieur (LMICs).



Critères de sélection des pairs structurels et aspirationnels

- PIB par habitant (en dollars constants de 2010)
- Population 2019
- Commerce (% du PIB)
- Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB)
- Indice du capital humain
- Évaluation de la politique et des institutions du pays

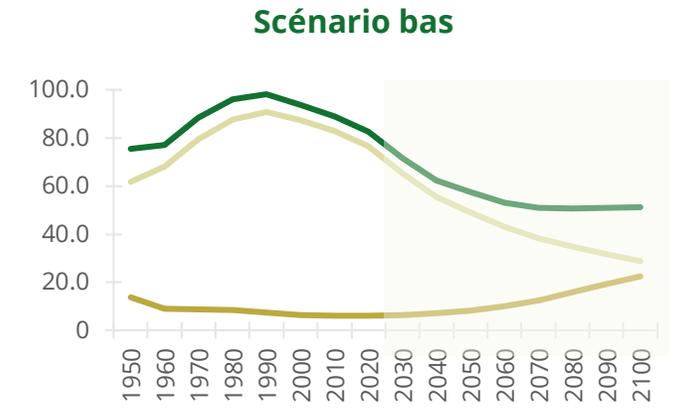
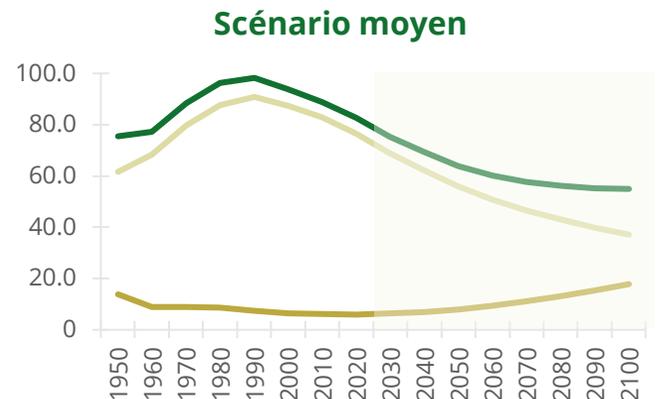
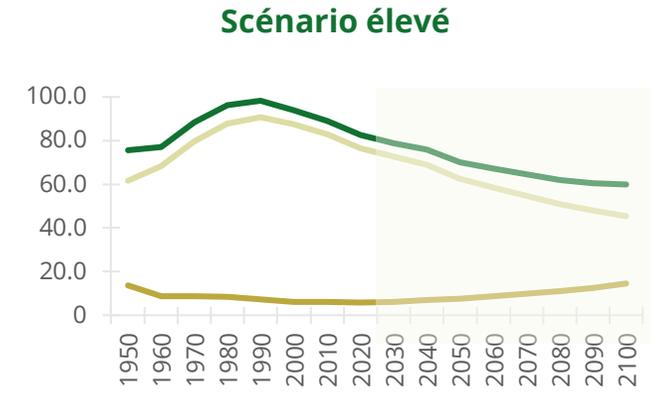
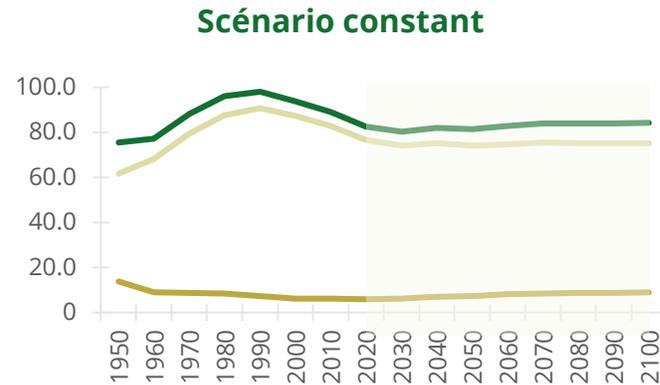
2. Pour tirer parti du dividende démographique, le taux de dépendance du Bénin devra diminuer

Les projections montrent qu'avec les taux de fécondité actuels, le taux de dépendance du Bénin continuera à augmenter au cours des prochaines décennies. Avec une fécondité constante de 4,87 enfants par femme, le taux de dépendance total sera supérieur à 80 à partir de 2030.

Sans une baisse des taux de fécondité, le rapport de dépendance déjà élevé du Bénin continuera à augmenter, passant de 82,6 en 2020 à 84,3 en 2100. En examinant les différents scénarios de fécondité, il apparaît clairement qu'une baisse de la fécondité se traduirait par des taux de dépendance nettement plus faibles et donc par une pression moindre sur la population en âge de travailler.

Un taux de dépendance plus faible signifie que la main-d'œuvre doit fournir moins de soutien aux personnes à charge, ce qui peut se traduire par une meilleure qualité et un accès plus large aux services de développement social tels que la santé et l'éducation.

	Total Fertility Rate					Percentage change	
	2015-20	2020-25	2025-30	2030-35	2045-50	2020-35	2036-50
Low fertility	4.87	4.12	3.62	3.19	2.33	-22.6	-27.0
Medium fertility	4.87	4.54	4.26	3.77	3.37	-17.0	-10.6



— Total dependency ratio — Child dependency ratio — Old-age dependency ratio

Source : Département des affaires économiques et sociales des Nations unies, division de la population des Nations unies.

3. Comment le Bénin se compare-t-il aux pays subsahariens à dividendes précoces ?

Les principales caractéristiques démographiques du Bénin diffèrent de celles des pays d'Afrique subsaharienne à dividende précoce

Les principales caractéristiques démographiques du Bénin diffèrent de celles des pays à dividende précoce d'ASS (Banque mondiale 2016). Ces pays à division précoce ont progressé davantage dans la transition en matière de fécondité, avec des taux de fécondité inférieurs à quatre naissances par femme et la part de la population en âge de travailler devrait augmenter considérablement à l'avenir. À ce titre, les taux de dépendance sont pour la plupart inférieurs à 70 %.

Le taux de fécondité du Bénin est encore beaucoup plus élevé. Le Bénin présente des taux de fécondité et de mortalité maternelle élevés chez les adolescents, une performance inférieure à celle de la plupart des pays bénéficiant du pré-dividende. Son taux de mortalité infantile reste également élevé et bien supérieur aux pays bénéficiant du dividende démographique précoce.

A1

Le Bénin est un pays en pré-dividende avec des taux de fécondité élevés

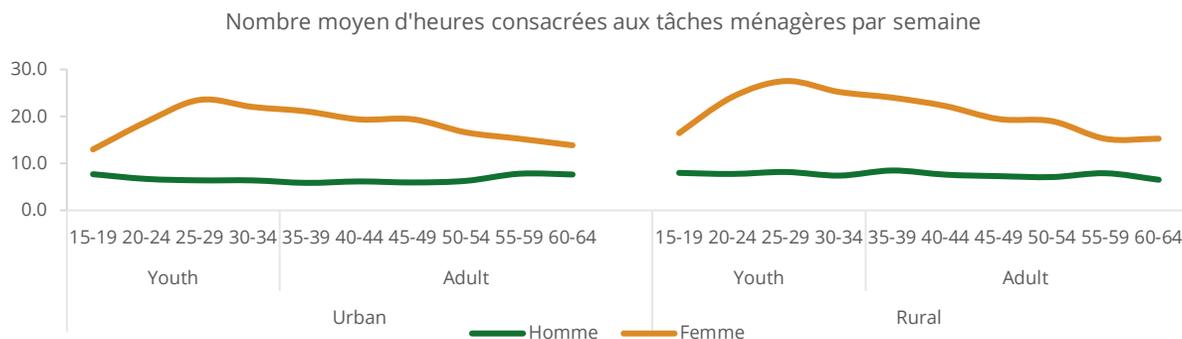
	TFR	Adolescents (15-19) ISF	Mortalité maternelle	Taux de mortalité des moins de 5 ans	Taux de dépendance des personnes âgées
Bénin	4.8	84.0	397	92.8	84.2
Rwanda	3.9	38.9	248	35.9	75.2
Ghana	3.9	65.8	308	48	68.5
Botswana	2.9	45.4	144	43	62.2
Cabo Verde	2.3	72.7	58	18.8	50.1
Djibouti	2.7	18.4	248	59.3	51.8
Gabon	3.9	93.6	25.2	43.6	68.6
Lesotho	3.1	92.6	544	86.6	60.3
Namibie	3.4	61.6	195	43.3	68.2
Afrique du Sud	2.4	67.9	119	35	52.4
Swaziland	3.0	75.4	437	55.3	72.8
Zimbabwe	3.6	83.3	458	55.9	83.3

Source : WDI 2020

Note : ISF : indice synthétique de fécondité, mesuré en naissances par femme en 2018 ; l'ISF des adolescents est le nombre de naissances pour 100 000 femmes âgées de 15 à 19 ans en 2018 ; la mortalité maternelle est le nombre de décès maternels pour 100 000 naissances vivantes en 2017 ; le taux de mortalité des moins de 5 ans est pour 1 000 naissances vivantes en 2018 ; la dépendance par âge est le % de la population en âge de travailler -15-64 ans en 2018.

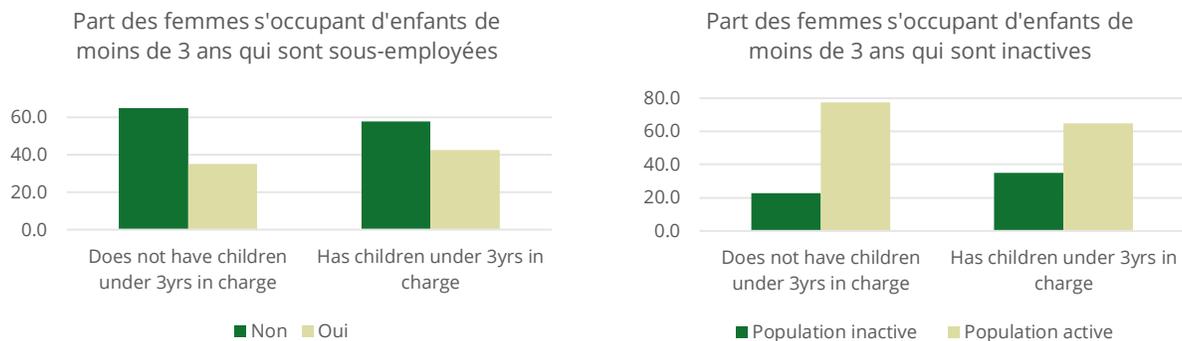
Figure A3. Les femmes et les tâches ménagères

A2 Les femmes effectuent la plupart des tâches ménagères



Source : Calculs des auteurs de l'EHCVM 2018

A3 Les femmes ayant des enfants de moins de trois ans sont plus susceptibles d'être sous-employées et inactives



Source : EHCVM2018 et calculs des auteurs

4. Les femmes travaillent-elles moins ?

La répartition inégale des tâches ménagères entre les femmes et les hommes peut expliquer en partie l'entrée tardive des femmes sur le marché du travail et leur faible participation à celui-ci. En moyenne, les femmes consacrent jusqu'à trois fois plus de temps que les hommes aux tâches ménagères. Par exemple, les femmes urbaines âgées de 15 à 19 ans consacrent en moyenne 13 heures par semaine aux tâches ménagères, soit deux fois plus que les hommes. Les femmes instruites consacrent moins de temps aux mêmes tâches. Les femmes sans éducation consacrent trois fois plus d'heures par semaine aux tâches domestiques (entre 21,6 heures et 24,2 heures) que les hommes ayant le même niveau d'éducation, tandis que les femmes ayant suivi un enseignement post-secondaire y consacrent deux fois plus de temps (entre 12 et 14,1 heures par semaine) que les hommes ayant le même niveau d'éducation.

La prise en charge d'enfants de moins de trois ans tend à constituer un obstacle à l'activité productive des femmes. Les femmes qui s'occupent d'enfants de moins de 3 ans ont tendance à être sous-employées plus que les autres femmes : 42,3 % des femmes qui s'occupent d'enfants de moins de 3 ans sont sous-employées, contre 35,2 % des femmes qui ne s'occupent pas d'enfants de moins de 3 ans. Les femmes ayant des enfants de moins de 3 ans sont également plus inactives que les autres femmes.

Les normes sociales et les restrictions légales qui façonnent en grande partie les capacités d'agir des femmes et des filles sont des facteurs clés qui sous-tendent les différences d'accès aux opportunités fondées sur le genre. Les rôles traditionnels et les modèles d'utilisation du temps qui y sont associés limitent les opportunités économiques des femmes : les tâches ménagères, l'éducation des enfants et les soins aux personnes âgées sont souvent considérés comme relevant principalement de la responsabilité des femmes (Beegle et Christiaensen, eds. 2019). L'élargissement de l'accès aux services formels de garde d'enfants et de soins aux personnes âgées et la suppression des discriminations et des facteurs dissuasifs dans les lois peuvent également contribuer à promouvoir l'inclusion des femmes sur le marché du travail dans les domaines à plus forte productivité.

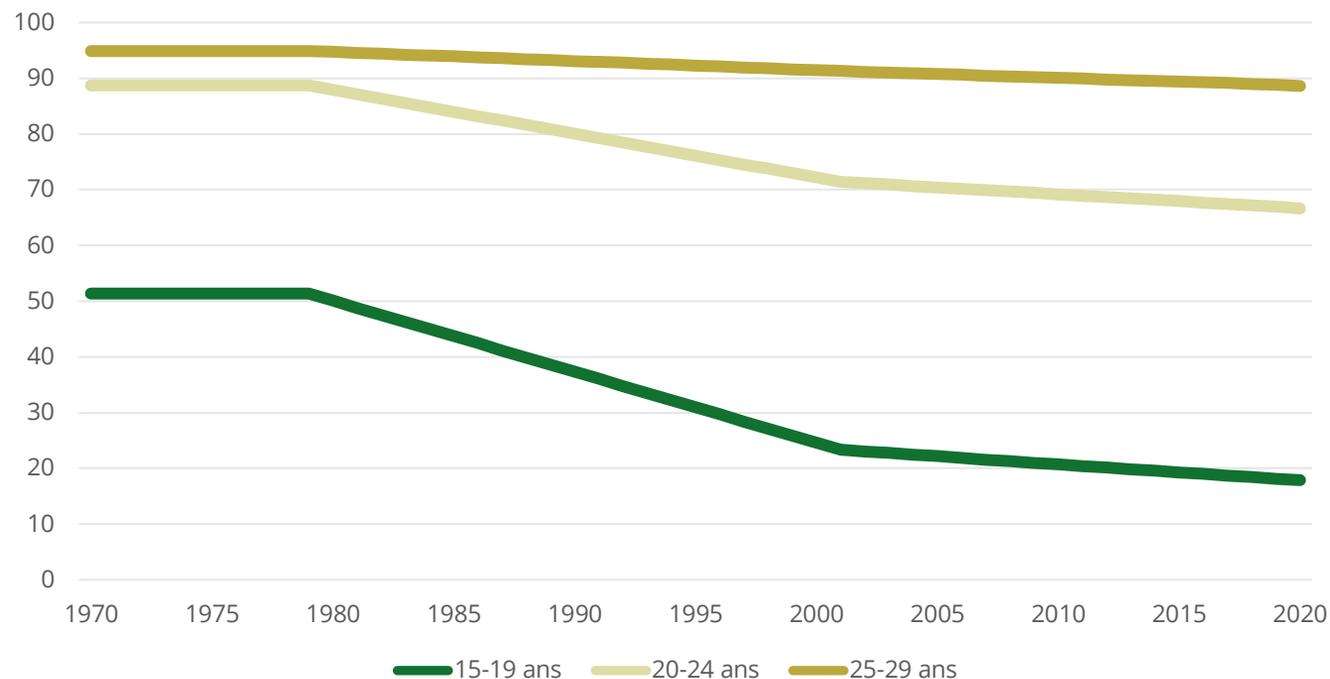
5. Le mariage des enfants a diminué au cours des dernières décennies.

La proportion de jeunes femmes mariées âgées de 15 à 19 ans a considérablement diminué : de 51 % en 1970 à 18 % en 2020

Les Béninoises dans leur vingtaine sont de moins en moins susceptibles de se marier au cours des dernières décennies. En 1970, 89 % des femmes âgées de 20 à 24 ans étaient mariées, contre 67 % en 2020. En 1970, 95 % des femmes âgées de 25 à 29 ans étaient mariées, contre 89 % en 2020.

Le recul du mariage des enfants est important. Les faits montrent que les enfants mariés sont souvent sujets aux violences domestiques et ont tendance à ne pas participer aux décisions familiales, y compris sur les choix reproductifs, en raison de leur immaturité. Elles sont également plus susceptibles d'être confrontées à des grossesses non désirées et à des avortements, et donc à des taux de mortalité maternelle plus élevés (Santhya, et al. 2010 ; Delprato, et al. 2015 ; Yaya, Odusina, et Bishwajit 2019 ; Godha, Hotchkiss, et Gage 2013).

A4 L'âge auquel les jeunes femmes se marient augmente



Source : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, Section de la fécondité et de la planification familiale 2020.

Note : Le graphique affiche les chiffres en pourcentage.

6. Le modèle EGC - Détails techniques

Le modèle MANAGE (Mitigation, Adaptation and New Technologies Applied General Equilibrium) est un modèle EGC dynamique (récursif) pour un seul pays (Van der Mensbrugghe 2017). Outre les caractéristiques standard d'un modèle EGC à pays unique, le modèle MANAGE comprend une spécification énergétique détaillée qui permet une substitution capital/travail/énergie dans la production, une substitution énergétique intra-carburant entre tous les agents de la demande, et une structure de production multi-sorties et multi-entrées. Il suppose des rendements d'échelle constants et une concurrence parfaite où les entreprises maximisent leurs profits pour déterminer l'offre de production et la demande de facteurs. Il utilise la matrice de comptabilité sociale de 2013 et les données de l'enquête EHCVM de 2018 (les données les plus récentes disponibles) et a été calibré pour représenter les résultats réels en 2013-2018. Le principal avantage de cette approche est qu'elle permet d'évaluer l'impact des politiques sur les ménages les plus pauvres et les plus riches ainsi que dans les zones urbaines et rurales. Une mise en garde s'impose : la contribution des femmes à la croissance du PIB est sous-estimée car le PIB ne tient pas compte d'activités telles que les travaux ménagers ou le temps passé à aller chercher du bois et de l'eau, où les femmes jouent traditionnellement un rôle prédominant. Pour les besoins de ce chapitre, les scénarios suivants sont exécutés :

Scénario de fécondité : Le taux de fécondité dans le scénario BAU est similaire aux projections de fécondité moyenne de l'UNDESA (Annexe 2). Le scénario de basse fécondité est mis en œuvre en réduisant le taux de natalité dans le scénario BAU pour atteindre les niveaux des projections de l'UNDESA pour 2035 et 2050.

Dépenses publiques : Les dépenses de santé et d'éducation ont une incidence sur la participation des femmes (et des hommes) au marché du travail et sur la productivité. L'investissement public dans l'agriculture et dans les PAMT augmente pour combler l'écart de productivité entre les sexes dans l'agriculture et les services. Pour que le Bénin atteigne le niveau de dépenses de ses pairs, les dépenses d'éducation et de santé doivent augmenter considérablement (voir le tableau ci-dessous). Les investissements agricoles doivent augmenter pour combler l'écart de productivité entre les sexes dans l'agriculture, qui est de 19 %. Les PAMT ciblant les femmes dans les secteurs des services visent à combler l'écart de productivité entre les sexes dans les services, qui est de 54 %. Ces deux écarts entre les sexes dans les services et l'agriculture ont été estimés à l'aide de l'EHCVM 2018 (Petreski 2021). Les augmentations de dépenses sont simulées entre 2022 et 2035.

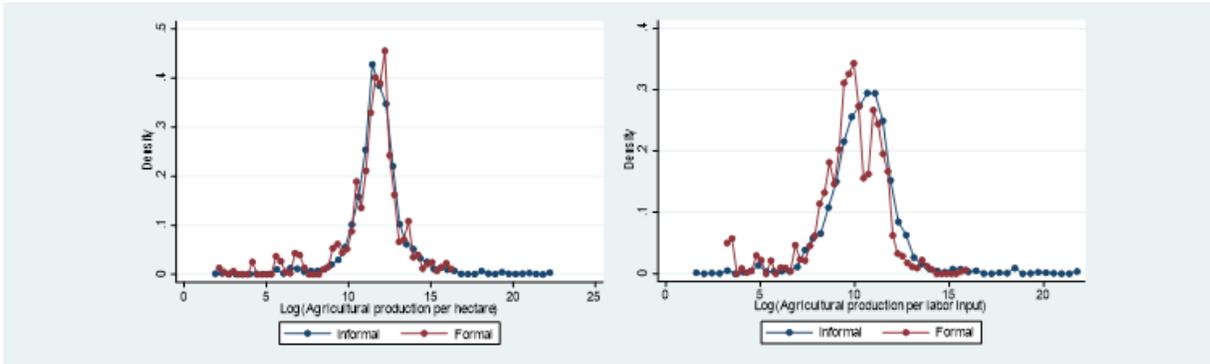
Fiscalité : Le modèle suppose que les dépenses supplémentaires sont financées par une augmentation de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés. En raison des restrictions de données, les ménages sont imposés uniformément avec une imposition directe plus élevée sur leur revenu. En même temps, en raison d'un taux de dépendance plus faible, leur propension à épargner est plus élevée. L'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés sont progressifs au Bénin et n'affectent que le décile supérieur de revenu et les entreprises formelles. En tant que tel, le modèle limite actuellement l'impact positif sur les ménages les plus pauvres dont la propension à consommer est probablement plus élevée. Ils peuvent être considérés comme une limite inférieure de l'impact.

Clôture du modèle : l'investissement est guidé par l'épargne ; l'équilibre extérieur est maintenu par l'épargne étrangère exogène ; le taux de change nominal est le numéraire ; les dépenses publiques courantes et en capital sont fixées en termes réels en tant que part du PIB de l'année de base et l'épargne publique (solde primaire) est endogène et s'ajuste à la compensation.

	Ratio dépenses/PIB en 2021	Ratio dépenses/PIB ciblé	Augmentation en %.	Niveau de dépenses en 2021 en milliards de LCU	Niveau des nouvelles dépenses en milliards de LCU	Dépenses supplémentaires nécessaires en milliards de LCU
Santé (dépenses totales)	0.97*	2.1	116.7	92	199	107
Éducation (dépenses totales)	3.26*	4.8	47.1	309	455	146
Agriculture (dépenses d'investissement)	0.47*	0.8	76.1	45	79	34
Politiques actives du marché du travail (PAMT)	0.12**	0.3	156.1	10.1	25.9***	15.8***

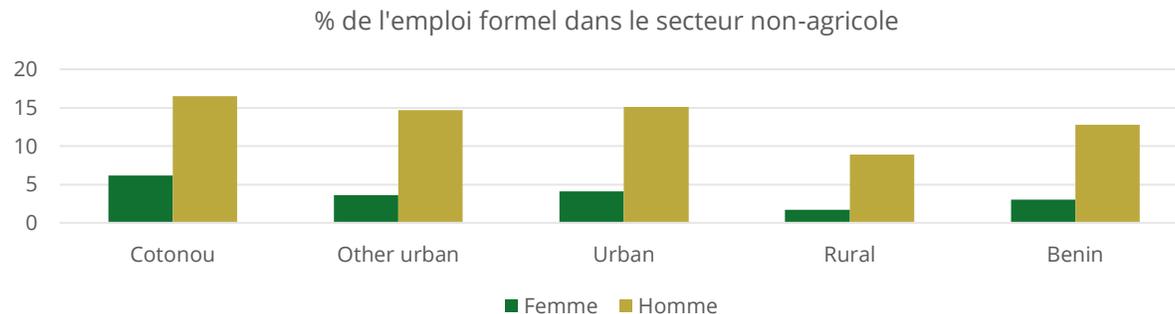
Source : Tableau de classification économique administrative programmatique 2018-2023, DGAE. Notes : **Estimations pour 2019 *** Il s'agit de dépenses annuelles.

A5 Il n'y a pas de différence significative entre les travailleurs formels et informels dans l'agriculture



Source : Petreski, Document de référence 2021

A6 Les femmes ayant des enfants de moins de trois ans sont plus susceptibles d'être sous-employées et sans activité



Source : ERI-ESI 2018

7. Quelles sont les caractéristiques de l'emploi agricole ?

L'emploi agricole est principalement informel. Seuls 3 % des travailleurs agricoles sont classés comme formels (EHCVM 2018). Parmi ces derniers, 2/3 sont analphabètes, le taux d'informalité diminuant avec le niveau d'éducation. En raison de la faible part de l'emploi formel, il n'y a pas de différence tangible de productivité entre les travailleurs formels et informels, que les agriculteurs soient propriétaires uniques ou petits exploitants agricoles qui emploient d'autres travailleurs. L'éducation au niveau du secondaire technique est cependant corrélée positivement avec une productivité plus élevée. Les hommes sont également en moyenne près de 20 % plus productifs que les femmes (Petreski 2021).

L'emploi salarié non agricole est naissant dans les zones rurales, avec de grandes inégalités entre les sexes. Seuls 4,6 % des emplois formels dans les zones rurales étaient hors agriculture en 2018, la majorité étant occupée par des hommes. Seulement 1,7 % des femmes occupaient de tels emplois contre près de 10 % des hommes. Les écarts entre les sexes dans l'agriculture sont bien documentés. Les agricultrices ont généralement des dotations plus faibles, comme le capital humain ou la santé. Les différences dans la possession et le contrôle des actifs des ménages sont également des contraintes importantes, notamment en ce qui concerne la propriété des terres et des logements.

La voie de la transformation structurelle repose en partie sur l'augmentation de la productivité dans l'agriculture et le soutien des chaînes de valeur hors exploitation. Un avantage comparatif potentiel dans les cultures d'exportation et une demande croissante de produits agricoles transformés et à forte valeur ajoutée pourraient également soutenir la création d'emplois productifs en dehors de l'exploitation (Christiaensen et Premand 2017). La production de produits agricoles à plus forte valeur ajoutée tend à être plus intensive en main-d'œuvre et est souvent occupée par des femmes. Les infrastructures de transport peuvent soutenir la réduction de la *distance économique* au sein des régions, en encourageant la spécialisation et la diversification économique, soutenant ainsi la transformation structurelle et la création d'emplois en dehors des exploitations (voir chapitre III).

8. Le modèle coréen : Investir dans le capital humain

L'expérience coréenne démontre le rôle essentiel du développement du capital humain dans une croissance soutenue et inclusive. Grâce à des investissements précoces dans l'enseignement primaire, le pays a atteint l'enseignement primaire universel et le premier cycle de l'enseignement secondaire en 1959 et 1979, respectivement. Une caractéristique notable du système éducatif coréen est le développement séquentiel du système, de l'enseignement primaire universel à l'enseignement supérieur, ainsi que de l'expansion quantitative à l'amélioration qualitative. Au début de sa période de développement, dans les années 1950, la Corée a mis l'accent sur l'enseignement primaire. Le gouvernement a introduit le plan d'éducation obligatoire de six ans en 1954, avec pour objectif d'atteindre un taux de scolarisation primaire de 90 % ou plus. Pour financer ce plan, le gouvernement a introduit une taxe sur l'éducation et la loi sur les subventions nationales pour le financement de l'éducation obligatoire. Après la réalisation de l'éducation primaire universelle, le gouvernement coréen s'est concentré sur l'expansion de l'éducation secondaire dans les années 1960 et 1970. La demande sociale pour l'enseignement secondaire a grimpé en flèche, grâce à la réalisation de l'éducation primaire universelle. En outre, la demande de main-d'œuvre qualifiée a augmenté de manière significative, avec la mutation industrielle vers les industries lourdes et chimiques. L'expansion complète de l'enseignement secondaire a été réalisée avec l'abolition de l'examen d'entrée au collège en 1968 et l'introduction de la politique d'égalisation des écoles secondaires en 1974. Afin de garantir davantage d'opportunités éducatives au niveau de l'enseignement secondaire, le gouvernement a encouragé les écoles privées et les fondations à développer leurs capacités.

En Corée, l'enseignement et la formation professionnels (EFTP) ont joué un rôle important dans la production de main-d'œuvre qualifiée en réponse aux besoins de l'industrie. Les étudiants de l'enseignement professionnel représentaient environ 40 à 45 % du nombre total d'étudiants de l'enseignement secondaire supérieur entre 1965 et 1980. Depuis l'introduction d'un système de formation professionnelle en 1967, le nombre d'étudiants en formation professionnelle n'a cessé de croître. Le gouvernement coréen a continuellement révisé ses politiques d'EFTP pour répondre à l'évolution de la situation dans le pays et à l'étranger. Les entreprises étaient tenues de fournir une formation à leurs employés dans le cadre d'un système d'exemption de prélèvement. Ce système a contribué à catalyser l'implication du secteur privé et à former une main-d'œuvre qualifiée afin de répondre à la demande croissante de travailleurs qualifiés pendant la période de croissance économique rapide des années 1970 et 1980. Toutefois, en raison de son efficacité, le système d'exemption de prélèvement a été supprimé en 1997 et ses fonctions ont été transférées au système d'assurance-emploi. Conscient d'un écart dans le système de formation entre les petites et moyennes entreprises (PME) et les grandes entreprises, le gouvernement a fourni une assistance financière et technique aux PME.

Source : Lee 2019, Développement du capital humain pour une croissance durable et inclusive - L'expérience coréenne et ses implications pour la Côte d'Ivoire.

**SIÈGE SOCIAL
BANQUE MONDIALE**

1818 H Street,
NW Washington, DC 20433 USA
Tél : (202) 473-1000